l'Humanité

Malgré le plan Biden, Netanyahou persiste dans la guerre

En dépit du soutien de la Maison-Blanche à une feuille de route pour un cessez-le-feu à Gaza, Rafah subit toujours plus d'attaques. P. 15


MICHELE SPATARI / AFP

Après la sanction, l'ANC au défi de la reconstruction

Pour la première fois depuis 1994, le parti de Mandela est contraint de négocier, faute de majorité aux législatives sud-africaines. P. 13

LUNDI 3 JUIN 2024. | N° 23954. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

GAUCHE : QUEL BARRAGE FACE AU RN ?

À six jours du scrutin du 9 juin, la liste Bardella se maintient à plus de 30 % dans les sondages. Les partis de progrès s'interrogent sur les nouvelles stratégies à déployer contre l'extrême droite. P. 2

GROS

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 603 - F: 2,70 €

Annonces légales et judiciaires en page 10.

l'Humanité
LUNDI 3 JUIN 2024.


MAGALI BRAGARD

ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Déni de justice à l'antenne

Qui a dit que la télévision était un média dépassé à l'heure de l'Internet 3.0 et de l'intelligence artificielle ? Le groupe TF1 nous prouve que le petit écran a encore de la ressource. Après l'importation en France de la lie de la télé-réalité, sa dernière innovation laisse sans voix : inviter un dirigeant suspecté par la justice internationale de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour lui permettre d'annoncer à l'antenne la poursuite de ses exactions en toute impunité. Avec Benyamin Netanyahou sur LCI, jeudi, les frontières de l'indécence ont été franchies. Le journaliste Darius Rochebin a eu beau rappeler quelques vérités, le premier ministre israélien les a saisies comme autant de perches pour justifier le massacre en cours à Gaza, allant jusqu'à se comparer à de Gaulle et à Churchill.

TF1 et LCI agiraient-ils de même demain avec Vladimir Poutine, le président russe lui aussi sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) ? Ou bien avec Omar El Bechir, l'ex-dictateur soudanais soupçonné de génocide, ou encore avec Bachar El Assad, le chef de l'État syrien recherché par la justice française ? Et imaginerait-on seulement les dirigeants criminels du Hamas, visés par les mêmes chefs d'accusation que Netanyahou, venir plaider leur « cause » en duplex ? On ose croire que non. En réalité, cette invitation souligne et confirme combien le leader du Likoud bénéficie d'un traitement de faveur chez une partie des médias français, en dépit du mandat d'arrêt requis contre lui par la CPI.

> Avec Benyamin Netanyahou sur LCI, jeudi, les frontières de l'indécence ont été franchies.

Le bourreau de Gaza convié sur les écrans des foyers français, c'est le deux poids, deux mesures dans toute son arrogance. Le déni de justice et d'humanité en direct, un crachat sur les 36 000 morts palestiniens comme sur le combat des défenseurs de la paix et des droits humains qui se mobilisent sans relâche – ils étaient au moins 20 000 dans les rues de Paris, samedi, selon le décompte souvent minimisé de la police. C'est aussi à une certaine défaite du journalisme qu'on a assisté, jeudi. ■

Face à l'extrême droite, enfin un sursaut ?

ANTIFASCISME À une semaine des élections européennes, la liste RN se maintient à plus de 30 % dans les sondages. Devant un tel péril pour le pays, la question de la bataille culturelle, du rassemblement et de la stratégie à adopter à gauche se pose plus que jamais.

Comment endiguer l'ascension de l'extrême droite ? À lire les sondages, les européennes du 9 juin devraient donner aux formations fascistes leur plus haut score dans la Ve République, autour de 32 % pour le RN et de 5 % pour Reconquête ! Le scrutin a tout du moment charnière, au niveau national comme continental, où le poids de l'extrême droite risque d'augmenter considérablement. À gauche aussi, ce 9 juin peut constituer un tournant. Avec un total de votes en faveur des listes progressistes sans doute inférieur à celui de l'extrême droite, ces élections vont imposer une question : quelle stratégie faut-il désormais adopter pour empêcher le pire en 2027 ?

Ces dernières semaines, la tête de liste du PCF, Léon Deffontaines, a particulièrement ciblé celle du RN, qu'il considère comme son *« principal adversaire »*. *« Mon héritage, c'est Manouchian au Panthéon. Le vôtre, c'est Pétain à l'île d'Yeu ! »*, lui a-t-il assené lors des débats télévisés, tout en insistant sur les votes antisociaux du RN, qui prétend défendre les classes populaires mais vote contre l'augmentation des salaires, contre le rétablissement de l'ISF et contre l'encadrement des loyers… *« Nous n'avons pas été à la hauteur à gauche*, estime-t-il. *Nous nous écharpons entre nous sur des questions de société et des sujets internationaux qui devraient nous rassembler. » « L'extrême droite est à 40 %, concentrez-vous sur elle, lâchez-moi un peu les baskets ! »* a aussi reproché Raphaël Glucksmann (PS-Place publique) à la tête de liste FI, Manon Aubry, lors du débat du 27 mai sur BFMTV.

LE TRAVAIL DE TERRAIN, CLÉ DU COMBAT

Comme avant lui les insoumis Jean-Luc Mélenchon ou François Ruffin avec leur rhétorique du *« fâché pas facho »*, Léon Deffontaines n'a pas perdu espoir de conquérir des électeurs RN. Dans cette optique, le communiste a envoyé une lettre à l'une d'entre elles, Colombe, qui, en marge d'un meeting de Jordan Bardella, a expliqué son choix par la *« colère »* de ne pouvoir vivre dignement, étant au RSA. *« Vos paroles ne me quittent plus. Pour tout vous dire, elles me hantent. Elles sonnent le rappel d'un échec collectif, qui vous a oubliée et méprisée*, lui a répondu Léon Deffontaines. *Ce que je souhaite, chère Colombe, c'est vous convaincre que le RN vers lequel vous vous êtes tournée n'est pas le remède aux terribles maux qui vous touchent. »*

Lors des dernières législatives, c'est en insistant sur la question sociale que François Ruffin (FI) dans la Somme, Philippe Brun (PS) dans l'Eure ou Fabien Roussel (PCF) dans le Nord l'avaient emporté dans des territoires où Marine Le Pen était très largement majoritaire quelques semaines plus tôt à la présidentielle. C'est aussi de cette façon que le communiste Jean-Marc Tellier, dans le Pas-de-Calais, a été le seul candidat de tout le pays à ravir une circonscription au RN. Celui-ci a bénéficié d'un important travail militant, de terrain. Une des clés du combat contre l'extrême droite, qui mérite d'être décuplé. En ce sens, le PCF et la FI – qui a annoncé une volonté d'être davantage



Meeting du RN au palais des congrès de Perpignan, le 1er mai. JC MILHET/HANS LUCAS/AFP

présente dans les circonscriptions RN – ont depuis 2022 sillonné la France via des « caravanes » ciblant en particulier les « campagnes populaires » où le vote d'extrême droite continue d'augmenter. La CGT a aussi distribué à ses militants, à l'automne dernier, du matériel pour mieux dénoncer « l'imposture sociale » du RN auprès des travailleurs.

Mais débusquer le caractère profondément antisocial du projet lepéniste et y opposer un programme ambitieux suffiront-ils à conquérir ces électeurs ? La rhétorique a ses limites. Pour le sociologue Félicien Faury, auteur de l'enquête *Des électeurs ordinaires* (Seuil, 2024), *« le racisme est bien le déterminant social le plus fort du vote RN »*, battant en brèche la figure du « fâché pas facho ». Au pied du mur brun, la gauche devra donc sans doute trouver un équilibre entre, d'une part, parler à certains électeurs se tournant vers le RN uniquement par contestation du libéralisme et, d'autre part, mener la bataille culturelle au-delà du seul terrain social pour retrouver sa base et convaincre la jeunesse.

« NOUS DEVONS RÉAPPRENDRE À AGIR ENSEMBLE »

Car le risque serait de mettre de côté des thèmes centraux pour notre pays (antiracisme, violences policières, immigration, droits LGBTQI +…), aujourd'hui clivants. C'est ce que semblait dire, sur certains sujets, François Ruffin, il y a un an, interrogé par France Info sur des « mesures de société » à défendre comme le changement de genre à l'état civil. *« Pour moi, le cœur du sujet, c'est le travail, le partage des richesses. Nous avons une société profondément fracturée en France. (…) Dans ce climat de tension, d'épuisement, il faut de l'apaisement. Dans ce cadre-là, il ne faudra pas faire tout ce qui nous passe par la tête, tout ce qu'on souhaite »*, avait-il répondu. Une sortie qui avait créé de vifs débats, avant que l'insoumis ne précise que *« tous les obstacles au bonheur doivent être levés, ce sont parfois le genre ou les origines, parfois la classe ou le porte-monnaie »*.

« Ce serait très grave de laisser l'extrême droite imposer sa vision sur ces sujets, alerte Raphaëlle Rémy-Leleu, élue écologiste au Conseil de Paris. *Nous devons au contraire réapprendre à agir ensemble, entrer en résistance face aux offensives de la droite et son extrême sur le féminisme, les droits LGBT, les libertés publiques, la protection des migrants… »* Car, une des raisons de la montée de l'extrême droite est aussi sa capacité, sur ces sujets, à avoir su imposer sa vision, désormais reprise chez LR ou au gouvernement quand il parle d'*« islamo-gauchisme »* ou adoube la préférence nationale dans sa loi Immigration.

> « Sur l'immigration, nous devons imposer un autre cadre au débat. »
> BORIS VALLAUD (PS)

Le communiste Alain Hayot, auteur en 2014 du livre *Face au FN, la contre-offensive* (Arcane 17) et qui prépare un second ouvrage, dix ans plus tard, sur le même thème, abonde : *« Je suis convaincu qu'il ne peut y avoir de reconstruction d'un chemin d'espérance si on ne s'attaque pas en même temps, en les articulant, à la fois aux exploitations économiques et sociales et à toutes les formes de domination. Les jeunes ne sont pas seulement en attente d'un discours sur le social, mais aussi d'un discours qui aille au fond sur les questions de discrimination et de domination. »*

Encore faut-il sortir de la structuration actuelle du débat public. *« Sur l'immigration, nous devons imposer un autre cadre au débat, autour de la question d'un accueil digne, plutôt que nous laisser piéger à répondre aux surenchères de la droite et de l'extrême droite »*, espérait par exemple Boris Vallaud (PS) à l'occasion de l'examen de la loi Darmanin, qui a finalement profité à Marine Le Pen.

L'extrême droite sait en outre se saisir des faits divers pour déballer, avec de plus en plus de micros ouverts, ses discours sur les liens, que ne prouvent ni les chiffres ni les sciences sociales, entre immigration et délinquance. *« Cette tactique du bouc émissaire est efficace, il faut réfléchir à comment retourner ça »*, avance Raphaëlle Rémy-Leleu, qui *« revendique d'avoir une expertise sur la sécurité, politique, technique, ce qui ne veut pas dire être d'accord avec (s)es collègues de droite ». « Il faut oser travailler sur ces sujets, assumer un projet de gauche »*, ajoute-t-elle.

UN APPEL DE LA « SOCIÉTÉ CIVILE » EN PRÉPARATION

« Il faut repartir à l'offensive culturelle, politique, sociale, pour renverser la façon dont on aborde la question sécuritaire, comme sur le racisme, l'immigration, la laïcité, abonde Alain Hayot. *La gauche se dit : "L'extrême droite monte, qu'est-ce qui va nous arriver ?" Mais il faut réagir, arrêter de lâcher sur ces sujets. Le sursaut est possible. »*

Un sursaut qui exige que la gauche soit davantage audible, et cesse de s'invectiver, de se tirer dans les pattes ou de chercher à tordre le bras au voisin, avec à terme la question du rassemblement ou au minimum celle d'une entente cordiale face au RN. Pour Anaïs Frey, militante communiste chargée de la lutte contre l'extrême droite au think tank Transform, *« après le 9 juin, chacun va devoir tirer le bilan de cette catastrophe annoncée et accepter de ravaler son ego pour se mettre à la hauteur »*. Selon *Libération*, un collectif d'activistes, intellectuels, artistes, syndicalistes, autour de l'économiste Julia Cagé, s'apprêterait à lancer un appel pour une *« Nupes côté société civile »*. Avec le but de préparer, déjà, 2027, et de sortir d'un duel mortifère que la Macronie et le RN ne cessent de mettre en scène, écartant la gauche des débats. ■

FLORENT LE DU

l'Humanité
LUNDI 3 JUIN 2024.



Le 2 juin, à Paris. Jordan Bardella et Marine Le Pen, entourés de leurs plus jeunes soutiens. STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Chez les 18-29 ans, l'inquiétante « Bardella-mania »

Au meeting du RN, dimanche à Paris, les plus jeunes expliquent avec une xénophobie décomplexée les raisons de leur engouement pour leur tête de liste. Selon un sondage Ipsos, le 9 juin, le bulletin lepéniste sera le plus choisi par cette tranche d'âge.

Tristan, 21 ans, dévalise le stand de tee-shirts floqués « Rassemblement national – Vivement le 9 juin » : *« Je vais en prendre dix, pour tous les copains au village »*, jubile cet habitant d'un *« petit bled à côté d'Angers »*. Impatient de voir Jordan Bardella pour son grand meeting de fin de campagne des européennes, dimanche, au Dôme de Paris, il voue une adoration à la tête de liste du RN : *« C'est l'idole des jeunes, tout le monde l'adore chez moi ! »*

Tristan n'est pas seul : le 9 juin, le bulletin RN sera le plus choisi par les 18-29 ans, selon Ipsos, avec 34 % d'intentions de vote, loin devant Manon Aubry, 2e avec 14 %. Une « Bardella-mania » à nuancer par un taux d'abstention évalué à 70 % chez les jeunes, tandis qu'à la présidentielle de 2022, avec plus de 60 % de participation, Jean-Luc Mélenchon était arrivé largement en tête dans cette catégorie d'âge.

Mais, même si, selon l'enquête, le total de la gauche (39,5 %) dépasse encore le total de l'extrême droite (38,5 %) chez les jeunes, l'enthousiasme montré par certains, en meeting ou lors des déplacements de Jordan Bardella, n'est pas anecdotique. Lors du dernier Salon de l'agriculture, en février, il avait même été accueilli par des *« Jordan on t'aime »*, en apparence spontanés. Une partie de la jeunesse française, attirée par le repli identitaire, a trouvé une incarnation. *« Par rapport à Marine (Le Pen), Jordan a quelque chose en plus qui donne envie de militer*, explique Léo, membre du syndicat étudiant très marqué à droite Uni. *Il nous donne espoir que la politique va changer, que c'est fini, la dictature des élites et des pseudo-valeurs de gauche. »*

Sur scène, la députée RN Laure Lavalette, venue chauffer la salle, fait d'ailleurs huer les noms de Mathilde Panot, Rima Hassan et Raphaël Glucksmann. *« On les déteste, ils préfèrent les migrants, les islamistes et les trans à nous, les vrais Français »*, sourit Aymeric. Ce Breton de 21 ans a aussi décidé de s'engager en politique après avoir vu Jordan Bardella à la télévision : *« Il détruit tout le monde dans les débats, a toujours les bonnes phrases. »*

« IL EST DRÔLE, SIMPLE, CHARISMATIQUE »

Des punchlines diffusées massivement sur TikTok, où Jordan Bardella réunit 1,3 million d'abonnés, avec des vidéos dépassant régulièrement les 2 millions de vues. On y voit le président du RN servir des bières, verser de la mayonnaise dans ses frites… *« Il est drôle, simple, charismatique »*, apprécie Pierre-Marie, 25 ans.

Quant à savoir quelle proposition fait le RN à destination des jeunes ? Aucune réponse. *« L'important, c'est la vision de la France*, se défend Pierre-Marie. *Il a grandi en Seine-Saint-Denis, il connaît les ravages de l'immigration. »* Au même moment, un de ses amis lâche, avant de partir en vitesse : *« Jordan va nous sauver de la racaille. »*

Le terme de « sauveur » revient régulièrement dans la bouche de ces jeunes militants, dont plusieurs viennent de petites villes ou villages où les sentiments de déclassement et de mépris sont puissants. *« Jordan, c'est le sauveur de notre France*, estime Aymeric, venu de Saint-Lô (Manche). *Aujourd'hui, tout l'argent public va vers les grandes villes, les banlieues, les migrants, c'est insupportable. Avec Jordan, ce sera "d'abord les Français, dehors les étrangers" ! »* Une xénophobie décomplexée, véritable marque de ces jeunes fans de Bardella. Heureux, quand leur poulain promet *« l'extinction de notre civilisation si nous ne maîtrisons pas l'immigration »*, de scander *« Dehors ! »* et *« On est chez nous » !*

FLORENT LE DU

À Paris, des jeunes unis contre l'Europe brune

Associations, mouvements écologistes, étudiants et syndicats ont lancé, dimanche, le Feel, un festival pour une Europe sans extrême droite.

Qu'est-ce qui rassemble la LDH, la CGT, des organisations étudiantes ou encore le mouvement écologiste Fridays For Future France, un dimanche 2 juin à Paris, à une semaine des élections européennes ? Réponse : la lutte contre l'extrême droite. Ensemble, ils ont créé le Feel, dont les initiales révèlent toute l'ambition : « Festival pour une Europe sans extrême droite, luttons ! » L'ambition : s'adresser à la jeunesse, de façon revendicative et festive. Action Justice Climat Paris, l'Unef, SOS Racisme, la CFDT, la FSU et Solidaires sont de la partie et appellent à voter contre le RN et Reconquête.

Entre débats, animations dans les stands, concerts et spectacles engagés, Maé Bouteille, vice-présidente de la Fédération des associations générales étudiantes (Fage), estime que la situation est alarmante : *« 70 % des jeunes pourraient s'abstenir de voter et il y a près de 40 % d'intentions de vote pour le RN et Reconquête »*, explique-t-elle, micro en main, sur la place de la République à Paris. Dès lors, chaque voix compte. *« Ne pas voter alimente les extrêmes »*, pointe Céline Verzeletti, représentante de la CGT. *« L'heure est particulièrement grave. Dans plusieurs pays de l'UE, l'extrême droite est déjà au pouvoir et elle est donnée première ou deuxième organisation politique des élections dans plus de la moitié des pays. Sa banalisation fait énormément de dégâts »*, poursuit-elle devant la foule qui gonfle. La syndicaliste dénonce alors *« l'imposture sociale »* du RN : *« Ils nous font croire qu'ils luttent pour l'intérêt des travailleurs et travailleuses. Mais c'est complètement faux. »*

« FAIRE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE »

En 2022, la directive européenne sur le salaire minimum a été votée. Elle avait pour objectif d'assurer *« un salaire suffisant pour un niveau de vie décent »* et devait permettre de relever de 20 % en moyenne les salaires de 25 millions d'Européens. *« Le RN a voté contre en argumentant que cette mesure devrait être compensée par des exonérations de cotisations sociales pour l'employeur. On voit bien dans l'intérêt de qui il œuvre : pour le grand patronat et non pour les travailleurs ! »* scande Céline Verzeletti.

« Aujourd'hui, certains médias et mouvements relaient des idées fascistes, antisémites, islamophobes et LGBTphobes », souffle Hania Hamidi. La secrétaire générale de l'Unef ajoute qu'elle constate la montée de l'extrême droite dans les universités. *« Des listes émergent sur l'ensemble des campus, notamment lors des élections étudiantes*, prévient-elle. *Il faut faire de l'éducation populaire et c'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui. »*

MARGOT BONNÉRY

« La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. » Rosa Luxemburg

L'HOMME DU JOUR


OHN WESSELS / AFP

Oumar Diémé

L'ancien tirailleur sénégalais, qui a longtemps vécu à Bondy, portera la flamme Olympique fin juillet, en Seine-Saint-Denis. Sa candidature proposée par le département a été retenue. Interrogé par l'AFP, ce vétéran âgé de 91 ans a salué *« un prodige »*. Il est en effet *« un rescapé »* des guerres d'Indochine et d'Algérie, où plusieurs de ses compagnons d'arme sont tombés. De la vingtaine d'enrôlés de Badiana, son village de Basse-Casamance, il est le seul survivant. Après avoir vécu un temps à Dakar, Oumar est revenu vivre en France, en 1988, où il a dû se battre à nouveau pour obtenir la nationalité française en dépit de son engagement, puis le dégel des pensions des anciens combattants et, enfin, la possibilité de toucher sa retraite tout en séjournant à l'année dans son village natal.

PIERRE-HENRI LAB



CACTUS 40

La taxe sur les pétroliers sabotée par le gouvernement

La taxe exceptionnelle sur les superprofits des pétroliers mise en place par le gouvernement dans le cadre du budget 2023 se révèle un véritable fiasco. Alors que Total a enregistré à lui seul un bénéfice de 19,9 milliards d'euros l'an dernier, elle n'a rapporté, toutes entreprises assujetties confondus, que 69 millions d'euros, loin des 3 milliards d'euros espérés. La faute à une assiette d'imposition trop étroite, selon le très libéral Institut des politiques publiques. Autrement dit, le gouvernement a en quelque sorte saboté lui-même le rendement de la taxe en exonérant de son paiement de nombreux revenus des sociétés pétrolières. Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a ainsi favorisé la dégradation des comptes publics qui ont amené l'agence de Standard & Poor's à baisser la note de la dette française.

L'œil de Bobika



LA BONNE NOUVELLE Israël privé du Salon de l'armement Eurosatory

La décision est à porter au crédit des mobilisations de solidarité avec le peuple palestinien pour mettre fin au massacre en cours à Gaza. Les entreprises israéliennes de l'armement ne pourront pas présenter leur matériel de mort au salon Eurosatory de la défense qui se déroulera du 17 au 21 juin au Bourget, en Seine-Saint-Denis. *« Les conditions ne sont plus réunies pour (les) recevoir (...) dans un contexte où le président de la République appelle à ce que les opérations israéliennes cessent à Rafah »*, a expliqué dans un communiqué le ministère français des Armées, qui souligne qu'*« il est urgent d'obtenir un cessez-le-feu qui permette tout à la fois d'assurer la protection des populations à Gaza, la libération de tous les otages et le plein accès de l'aide humanitaire »*. La décision n'est évidemment pas du goût du gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahou, qui l'a qualifiée de *« récompense pour le terrorisme »*. En 2023, les ventes d'armes israéliennes ont atteint 12 milliards d'euros.

P.-H. L.

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Clip vidéo Alors que les plaintes à l'encontre d'hommes accusés de viol ou d'agression sexuelle s'enchaînent, la question demeure : pourquoi si peu de condamnations ? Dans ce nouvel épisode de *Violaine dégaine !*, l'avocate Violaine de Filippis et l'artiste Louisadonna nous l'expliquent et donnent quelques pistes pour changer cet état de fait dans une chanson exclusive pour *l'Humanité*.

Climat Pluvieux, nuageux, orageux et froid. Loin de nous permettre de *« faire ce qu'il nous plaît »*, le temps maussade de mai a été l'expression symptomatique d'un dérèglement climatique qui, au lieu de les réchauffer, a noyé les saisons. Pourtant, ce temps désagréable et parmi les moins ensoleillés de ces trente dernières années n'est en réalité pas si hors norme que ce qu'il y paraît.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

Grand reporter

L'actualité ne nous ménage pas. Il arrive alors qu'on reste confondu par l'engagement de certains de nos confrères. Dans *le Point*, Gilles Denis n'a pas hésité à franchir le seuil du Plaza Athénée, avenue Montaigne, l'un des palaces les plus prestigieux de Paris, non sans placer son grand reportage sous le patronage, dit-il, de l'esthétique selon Emmanuel Kant ! Passons. *« Ainsi*, écrit l'aventurier, *comme l'aigle et la foudre disent la puissance de Jupiter et sa suprématie sur l'olympe et les hommes, le rouge du Plaza Athénée dit sa singularité, le prestige de son histoire, sa flamboyance et son audace. Une teinte qui claque des uniformes aux menus mais aussi et surtout sur les fameux stores »*… Et, poursuit-il, *« côté rue ou côté jardin, on a su préserver le chuchoté chic qui fait les légendes. (…) Le Plaza Athénée est bien plus qu'un palace, c'est une philosophie de la vie. Contre la morosité, il faut oser le rouge »* (2000 euros la chambre simple). Notre question philosophique est donc celle-ci : comment peut-on écrire des conneries pareilles ?



LE FIL ROUGE

Pantin (93) Le comité de Pantin-Le Pré-Saint-Gervais des Amis de l'Humanité propose une soirée sur le thème « Tous les enfants de la République ont-ils les même droits ? ». À 19 heures, projection du documentaire de Daniel Bouy, *Femmes politiques*, sur l'action de mères de Stains contre les inégalités dans l'éducation nationale, suivi d'un débat avec enseignants et parents d'élève actuellement mobilisés. Au café associatif La Cantine, 34, rue Cartier-Bresson.

Paris Le prochain rassemblement mensuel pour la libération de Mumia Abu-Jamal organisé par le collectif Libérons Mumia !, détenu depuis plus de quatre décennies aux États-Unis pour un crime qu'il n'a pas commis, aura lieu mercredi 5 juin, à 18 heures, place de la République, la préfecture n'autorisant plus sa tenue place de la Concorde du fait des jeux Olympiques.



La tête de liste Gauche unie, Léon Deffontaines à Marseille, dimanche 2 juin. DORIAN D'AMORE POUR *L'HUMANITÉ*

REPORTAGE

Vote du 9 juin : « rien n'est joué » pour les communistes



GAUCHE La tête de liste PCF, Léon Deffontaines, a tenu son dernier grand meeting de campagne à Marseille, ce dimanche. L'occasion de mobiliser les troupes militantes dans la dernière ligne droite de sa campagne pour « le monde du travail ».

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

« T*ant que le coup de sifflet final n'a pas retenti, rien n'est joué.* » Il reste une semaine de campagne et, pour les communistes, pas question de baisser la garde. Sigrid Gérardin, en deuxième position sur la liste conduite par Léon Deffontaines, mobilise donc pour la dernière ligne droite. Fabien Roussel insiste à son tour : *« Chaque voix va compter. »* Dans la friche de la Belle de Mai, les communistes ont battu le rappel. Au moins 2000 personnes font la queue une demi-heure avant l'ouverture des portes, tandis que les bus venus des villes des Bouches-du-Rhône et des alentours

déposent militants et sympathisants venus écouter Léon Deffontaines pour ce dernier grand meeting. Quelque part, c'est aussi un peu l'heure du bilan de cette campagne, même si rien n'est joué d'ici au 9 juin.

Tous ont un horizon en tête : 5 %. *« On peut les atteindre »*, assure Michel Iafelice, militant à Berre-l'Étang. *« À condition de mobiliser les abstentionnistes »*, précise-t-il tout de suite, *« les gens qui en ont marre des outrances de la FI ou du libéralisme de Glucksmann »*. *« Si je me réfère à ce que nous vivons entre nous, on gagne »*, plaisante Jean-Claude. *« Mais avec l'atmosphère générale, il y a de quoi se faire des cheveux blanc »*, tempère le militant. L'investissement dans la campagne est total. *« J'essaie de faire le maximum, j'ai tout fait pour éclairer les gens sur la vraie nature du RN en rappelant ses votes à l'Assemblée »*, explique un autre militant venu de La Ciotat. *« Sa politique patronale, antiféministe, antisociale, raciste... »* égrène-t-il. À ses côtés, Maryse fait part de ses doutes. *« Je rencontre des gens qui restent indifférents. D'autres qui prennent volontiers nos tracts et nos programmes. On verra bien ce que ça donnera dimanche prochain »*, raconte-t-elle.

« ON PEUT ENVOYER 5 DÉPUTÉS DE GAUCHE DE PLUS »

Quel que soit le résultat de dimanche, les communistes venus écouter leur tête de liste se disent fiers du chemin parcouru. *« Léon a fait une belle campagne. Il est bien, ce garçon »*, lâche Christian, de Marseille, qui affiche sa confiance en son parti. *« On peut avoir les 5 %, et envoyer cinq députés de gauche de plus. Heureusement que le parti a un réseau de militants solide. Et si on ne passe pas les 5 %, on continuera. Le PCF en a vu d'autres »*, affirme-t-il.

> « J'ai tout fait pour éclairer les gens sur la vraie nature du RN. »
> UN MILITANT DE LA CIOTAT

Sur la scène du meeting, le secrétaire national du PCF rappelle les enjeux de ces européennes. *« Le vote du 9 juin, c'est pour envoyer au Parlement européen les héritiers de Jaurès ! »* clame le dirigeant communiste en évoquant *« le génocide en cours »* à Gaza, les *« crimes contre l'humanité »* commis contre les Palestiniens et la guerre en Ukraine. Dans la métropole méditerranéenne, il s'en prend vivement au trafic de drogue, alors que le sénateur local Jérémy Bacchi dénonce *« les mafias »* et défend *« l'appel de Marseille »* lancé il y a quelques mois. *« Nous voulons que toutes les familles n'aient plus peur de laisser leurs enfants sortir tranquillement. Nous voulons mettre fin au marché de la drogue ! »* lance Fabien Roussel, qui réclame des *« grandes opérations de nettoyage dans les banques, où transitent les milliards d'euros de la drogue et de la prostitution »*. Des banques qui, à l'échelle européenne et mondiale, n'hésitent pas à organiser fraude et évasion fiscale contre lesquelles l'UE doit et peut faire beaucoup plus.

Léon Deffontaines insiste sur la raison d'être de la liste qu'il conduit : *« Face à la brutalité de la situation sociale dans ce pays, nous n'avons pas d'autre choix que d'être porteurs d'espoir, porteurs de l'ambition d'une France souveraine, dans une Europe heureuse. »* À nouveau, il s'en prend à ceux qu'il considère comme ses véritables adversaires, le RN de Marine Le Pen et Jordan Bardella. *« Je ne les lâcherai pas, parce qu'ils mentent et trahissent les Français »*, promet-il en rappelant leurs votes contre le monde du travail. *« Face à eux, nous opposons notre projet. Celui d'une France républicaine, laïque, sociale et universaliste. »* Léon Deffontaines se projette également sur l'après-9 juin. *« Il est temps d'écrire une nouvelle page de la gauche*, dit-il, *captive de deux offres politiques qui ne nous permettent pas de gagner. »* Sous les ovations de la salle, au terme de ce parcours de campagne, il sonne la mobilisation. *« Je ne vous ferai pas croire que, le 9 juin, nous allons bouleverser l'ordre établi »*, explique la tête de liste. Mais *« si nous nous donnons la force d'aller au bout de la démarche que nous avons entamée, alors ce seront bien cinq sièges que nous ferons perdre à Jordan Bardella et Emmanuel Macron »*. ■

DIEGO CHAUVET

Les écologistes donnent tout pour sauver les meubles



EUROPÉENNES Donnés entre 5 et 6 % dans les sondages, les Verts espèrent encore inverser la vapeur pour éviter leur disparition à Strasbourg. En meeting, dimanche, Marie Toussaint s'est montrée offensive pour déjouer les pronostics.

REPORTAGE

Dans la dernière ligne droite des européennes, les écologistes n'ont qu'un ennemi : les sondages. Les enquêtes donnent la liste de Marie Toussaint entre 5 et 6 %, donc menacée de n'obtenir aucun élu. *« Évidemment que j'ai vu les sondages, comment voulez-vous que je les rate ? On nous les rabâche tous les jours*, s'agace Marine Tondelier, secrétaire nationale du parti, à la tribune des Docks d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). *Mais les sondages nous ont toujours sous-évalués, en particulier au moment des européennes. Toujours. »* *« Amis écologistes, répandez-vous, dépassez-vous, multipliez-vous et forcez ainsi les portes du destin électoral ! »* enjoint Marie Toussaint devant un parterre de 1 600 personnes, dont l'ex-candidat à la présidentielle Yannick Jadot, le maire de Grenoble Éric Piolle et la députée Sandrine Rousseau. Un meeting aux allures d'opération sauvetage avec un élément de langage : *« La famille écologiste rassemblée face à la menace de la grande régression environnementale. »*

Le mot d'ordre est bien arrivé jusqu'aux militants. Tous répètent qu'*« il n'y a pas d'écologie sans écologistes »*. *« On défend une Europe sociale et environnementale contre les lobbys. Notre programme est solide, réaliste et réalisable. Mais la joie de vivre et la bienveillance pèsent peu face à la déferlante de haine »*, regrette Éric, militant en Haute-Savoie. David Belliard, adjoint écologiste à la mairie de Paris, abonde : *« Il y a un backlash (retour de bâton – NDLR) : l'écologie n'est pas au centre des préoccupations politiques alors qu'elle l'est pour les Français. Nous faisons face à un vent contraire. »* *« Les vents contraires existent dans tous les pays, mais il n'y a qu'en France que les écolos divisent leur score par deux*, tacle un cadre. *On n'en serait pas là si on avait fait une bonne campagne. »*

« LA PESTE BRUNE MENACE »

« Monsieur Macron et madame von der Leyen, arrêtez d'écouter la voix des lobbys : leurs bouches mentent et, en mentant, leurs voix tuent », attaque Marie Toussaint, dénonçant *« la dévastation néolibérale de ces quarante dernières années »*.

La tête de liste n'a pas retenu ses coups, non plus, contre l'extrême droite : *« Jordan Bardella, avec ses idées aussi stupides qu'inapplicables, est un fasciste. Un fasciste bien coiffé, un fasciste avec des costumes ajustés, mais un fasciste quand même ! »* *« Partout, la peste brune menace. Partout, le bulletin vert est son antidote »*, ajoute la sénatrice Mélanie Vogel.

À une semaine du scrutin, les écologistes veulent croire que la donne peut être bousculée. *« Ce que je ressens sur le terrain n'est pas ce que je vois dans la dynamique des sondages. Il n'y a pas de rejet de l'écologie »*, assure l'eurodéputé Mounir Satouri. *« En 2019, on était annoncé à 7 % et on a fini à 13,5 % »*, ajoutent les Verts. Pour inverser la vapeur, ils comptent sur leur programme car *« la solidité sur le fond est là »*, rappelle Éric Piolle : *« On a une semaine pour le valoriser en espérant être entendus. »* Et Marie Toussaint de marteler : *« Le 9 juin, ce sera le pacte vert des écologistes pour une transition juste socialement ou le pacte brun, mélange de climatoscepticisme assumé et de fascisme revisité. »* Le 9 juin, les écologistes jouent aussi leur survie à Strasbourg. ■

EMILIO MESLET



Marie Toussaint dénonce « le néolibéralisme de ces quarante dernières années ». ZAKARIA ABDELKAFI/AFP



Le 1er juin, place de la République à Paris. Malgré la pluie, le cortège n'a pas désempli jusqu'à la place Gambetta. ZAKARIA ABDELKAFI/AFP

À Paris, le soutien à la Palestine s'amplifie

MOBILISATION Selon la police, plus de 22 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale ce samedi. Dans les rangs des manifestants, beaucoup de jeunes, tous révoltés par les horreurs perpétrées à Gaza et par la position de la France, loin d'être à la hauteur des enjeux.

REPORTAGE

Comme d'autres ici, Jihan a longtemps cru en la paix et à son triomphe. Cette croyance ne reposait sur rien, seulement sur sa foi, et c'était bien assez. « *Ça fait huit mois que je me dis tous les jours que ça va s'arrêter, que ça ne peut pas durer*, raconte-t-elle abritée sous son parapluie. *Sauf que, chaque jour est pire que la veille et l'escalade de l'horreur prend toujours plus d'ampleur.* » Autour d'elle, ce samedi 1er juin, sur la place de la République de Paris, une foule dense, d'au moins 22 000 personnes d'après la police, se forme en soutien aux Palestiniens sous le feu de l'armée israélienne à Rafah.

> Manifester « ça ne console pas, mais au moins on lutte pour que notre indignation soit entendue ».
> JIHAN, 34 ANS

De haut-parleurs, crépite un slogan que Jihan, qui n'avait jusqu'ici jamais épousé de cause, reprend mot pour mot : « *À Gaza comme à Rafah, c'est l'humanité qu'on assassine !* » « *On croit souvent que l'on peut continuer sa petite vie comme si de rien n'était, que l'on peut compartimenter, ignorer ces images d'enfants martyrisés. Moi je n'y arrive pas, ou je n'y arrive plus*, souffle la business analyst de 34 ans. *D'être ici, ça ne console pas, mais au moins ça rassure. On se sent moins seuls, et on lutte pour que notre indignation soit entendue.* » Le sera-t-elle ?

De la même façon, Chiara et Nina, 24 et 17 ans, viennent ici exprimer toute leur tristesse, hurler leur colère. « *Ce n'est pas une guerre, c'est un génocide !* » martèle la seconde, lycéenne en région parisienne. « *Il faut juste que ça s'arrête, au moins ça !* prolonge la première, juriste dans le social, qui enchaîne cette semaine les mobilisations. *Il faut que nos gouvernants comprennent qu'il existe une réelle émotion. Moi, je le vois tous les jours sur les réseaux sociaux et c'est vraiment impressionnant : des gens habituellement passifs affichent un engagement en story (publication éphémère – NDLR). Il se passe quelque chose et ça ne vient pas de nulle part, vraiment !* » Plus loin, Hikram, 28 ans, travailleuse sociale et militante communiste, fait le même constat, mais s'inquiète : « *Tout le monde monte en tension, chacun rejoint un camp. Sur les réseaux, certains demandent de concentrer les regards sur Rafah et d'autres demandent où étaient leurs yeux le 7 octobre… J'ai des amis qui ne se parlent plus à cause de ça. Comme si on ne pouvait pas s'indigner des deux ! On se fracture tous et on le doit à la passivité des gouvernements.* »

LES PROTESTATAIRES DÉNONCENT LA LÂCHETÉ D'EMMANUEL MACRON

Des fumigènes éclatent, verts, rouges, la foule frappe dans ses mains au rythme de chants antifascistes, Emmanuel Macron est dénoncé pour sa lâcheté… « *On ne dirait pas, mais ce n'est pas une manif comme une autre* », prévient Zaïn, 20 ans, étudiant en mathématiques à Jussieu. Bien sûr, ce n'est pas la première fois qu'il vient « *soutenir inconditionnellement* » la Palestine et son « *peuple opprimé* » contre le massacre perpétré par le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahou. Mais cette fois, il sent un vent nouveau, une « *rage* » plus grande encore. « *Quand j'entends Emmanuel Macron dire qu'il ne faut pas céder à l'émotion en reconnaissant l'État de Palestine, ça me rend fou*, dit-il. *D'abord, nous aurions dû le faire depuis des années. Et puis, il ne s'agit pas que d'émotion, nous ne sommes pas des êtres hypersensibles, on parle de mettre fin à l'inhumanité ! Ça me dégoûte de le voir donner des leçons alors qu'il laisse faire depuis le début. Cette situation, la France en est aussi complice.* » À ses côtés, Louis, camarade de classe, souffle : « *Notre président n'entend que les chiffres, alors on est venu lui en amener un. Combien on est aujourd'hui ? Le peuple est dans la rue pour dire son dégoût du silence et de l'inaction de son propre pays.* »

LE COMBAT CONTRE LA COLONISATION COMME FIL ROUGE

Dans les cortèges, le drapeau palestinien n'est pas le seul à défier le gris du ciel. Il y a ceux des antifascistes, venus saluer la mémoire de Clément Méric, tué il y a onze ans pratiquement jour pour jour dans la capitale par des skinheads, mais aussi le drapeau kanak, porté fièrement par Toa, 30 ans. « *On peut croire que c'est un drôle de mélange pas très cohérent, mais ce n'est pas le cas*, démine-t-il immédiatement, tout sourires. *Nous nous battons tous contre les injustices, l'impérialisme, la colonisation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et l'extrême droite. L'heure est grave partout et le sursaut est loin. Il va falloir une jeunesse mobilisée pour faire face à tous les défis. Il semble que la réponse ne puisse venir que de la rue.* » Et toujours pas de plus haut. ■

ANTHONY CORTES

#MeToo à l'hôpital : enfin la réaction des institutions

VIOLENCES SEXUELLES Sommés d'agir à la suite de la condamnation d'un étudiant et d'autres affaires d'agression, l'ordre national des médecins et le ministère de la Santé annoncent des mesures et un plan national.



Devant le ministère de la Santé, à Paris, le 29 mai. VALÉRIE DUBOIS/HANS LUCAS/AFP

La manifestation, mercredi 29 mai, devant le ministère de la Santé aura enfin fait bouger les lignes. Plusieurs associations féministes et des syndicats étaient venus soutenir un collectif d'étudiantes en médecine engagées contre les VSS (violences sexistes et sexuelles) dans leur faculté de Limoges, à la suite de l'affaire Nicolas W., étudiant condamné pour agressions sexuelles, jamais inquiété par un quelconque conseil de discipline. En parallèle, plusieurs auteurs de témoignages, comme l'infectiologue Karine Lacombe contre l'urgentiste Patrick Pelloux, lançaient un #MeTooHôpital. Très souvent épinglé pour son silence dans ce genre d'affaires, le Conseil national de l'ordre des médecins a annoncé, mercredi, mettre en place une grande enquête, tandis que son président a reconnu « *un climat d'omerta* » dans le milieu, dans un entretien au journal *Ouest-France*. Il était grand temps que le ministère de la Santé prenne enfin la parole.

Le ministre Frédéric Valletoux a déclaré, ce vendredi 31 mai, la mise en place d'un « *plan national de prévention et de lutte contre les VSS* » qui sera officiellement présenté d'ici à la fin de l'été. Son programme s'articule autour de quatre axes : « *Améliorer les suites données aux signalements, former l'ensemble des professionnels, déployer un dispositif de prise en charge des victimes et promouvoir une plus grande transparence pour mettre fin à la culture du secret.* »

FORMATION OBLIGATOIRE POUR TOUS

D'ores et déjà, le ministre délégué en charge de la Santé et de la Prévention a dévoilé la nécessité d'une formation obligatoire aux VSS « *pour tous les professionnels travaillant dans les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière* », sans oublier les membres des conseils de discipline des établissements et des conseils ordinaux. « *Une équipe nationale d'experts enquêteurs, en capacité de venir en appui d'un établissement de santé en cas de signalement de VSS* », verra le jour d'ici à la fin 2024, en lien avec les services du ministère de la Justice et du ministère de l'Enseignement supérieur. Tout professionnel de santé, à l'hôpital ou en ville, pourra être orienté vers une association spécifique et pluridisciplinaire, spécialisée dans l'accompagnement des victimes. Enfin, chaque année, sanctions et traitement des signalements seront analysés et communiqués publiquement.

Si les associations féministes et étudiantes reçues mercredi soir ont pu être désormais intégrées au groupe de réflexion préparant le plan national, elles déplorent toujours l'absence de groupes de patientes, qui font pourtant « *face aux mêmes difficultés que les soignantes* ».

KAREEN JANSELME

l'Humanité
LUNDI 3 JUIN 2024.

Le calvaire d'un Franco-Ivoirien expulsé

DROITS Patrick Loret de Croix, qui vit en France depuis l'enfance, a été expulsé vers la Côte d'Ivoire sur ordre de la préfecture du Cher. Une décision jugée incompréhensible par son avocate.



Depuis début mai, Patrick Loret de Croix est en séjour forcé à Abidjan.



« J*e ne sais pas ce que je fais à Abidjan, ce n'est pas ma ville, ce n'est pas mon pays, je suis français.* » Plusieurs jours après son expulsion vers la Côte d'Ivoire, Patrick Loret de Croix, un Franco-Ivoirien de 43 ans, ne comprend toujours pas ce qui lui arrive. Ce fils et petit-fils de Français, présent dans l'Hexagone depuis la petite enfance, a été victime d'une incroyable décision administrative.

Du fait d'un séjour en prison pour une affaire de violence, qu'il reconnaît et regrette amèrement, il s'est vu notifier une obligation à quitter le territoire (OQTF) par la préfecture du Cher. Cela, alors qu'il est de nationalité franco-ivoirienne – il est, certes, né en Côte d'Ivoire, mais de parents français. N'ayant jamais fait les démarches pour détenir une carte d'identité, il possède une simple carte de résident. Mais son patronyme aurait dû alerter les autorités…

La mésaventure de Patrick Loret de Croix commence le 7 juillet 2023. Après deux jours de garde à vue, il est jugé en comparution immédiate et incarcéré dans la foulée. Il apprend que sa condamnation est assortie d'une OQTF, dite sans délai. Il dépose alors un recours par le biais de son conseil, mais le délai de deux jours ne peut être respecté. « *Nous avons eu la notification un vendredi. Or, pour le droit des étrangers, les deux jours comprennent les week-ends* », précise Julie Dallois, son avocate. Du côté de la préfecture, c'est silence radio. La justice, elle, fait officieusement savoir à Patrick Loret de Croix que son arrivée en France bien avant sa treizième année rendrait son expulsion caduque. Mais le 4 mai 2024, jour de sa libération, les événements prennent une autre tournure.

COUPS ET INSULTES À ROISSY

« *À sa sortie, un convoi l'attend, non pas pour l'emmener en centre de rétention, ce qui aurait pu permettre une nouvelle étude de son dossier, mais pour l'emmener à Roissy, direction la Côte d'Ivoire, pays qu'il ne connaît pas* », rapporte M[e] Julie Dallois. Présente ce jour-là, elle n'a rien pu faire pour empêcher ce transfert. L'avocate avait pourtant alerté une nouvelle fois la préfecture, le 28 avril, et déposé un référé-liberté deux jours plus tard.

> « Je n'ai jamais vu un zèle aussi militant de la part d'une préfecture. »
> JULIE DALLOIS, AVOCATE

À l'arrivée à l'aéroport, les relations entre les policiers et l'ex-détenu sont sereines. Mais l'ambiance bascule. « *J'ai indiqué aux policiers que j'étais français et qu'à ce titre, je ne monterai pas dans l'avion* », rapporte à *l'Humanité* Patrick Loret de Croix, joint par téléphone. « *Ils ont alors commencé à me mettre la pression.* » D'après son témoignage, il aurait essuyé coups et insultes. « *Ils m'ont dit de "fermer ma gueule", d'aller "vendre mes bananes en Afrique", puis ils m'ont "balayé", avant de me rouer de coups* », raconte-t-il. Plaqué au sol, le quadragénaire s'est retrouvé avec un pied sur le cou avant que ses mains et ses jambes ne soient entravées. « *Pour m'empêcher de me plaindre, ils m'ont mis un chiffon dans la bouche, j'avais du mal à respirer* », poursuit-il.

Arrivé à Abidjan sans argent, sans aucun contact et sans vaccination, Patrick Loret de Croix dormira à l'aéroport avant de se rendre dans un cabinet médical. Le médecin constatera une côte fêlée, une dent cassée et une paralysie de la main droite, en plus d'hématomes divers.

En France, l'avocate n'en revient toujours pas d'être confrontée à une telle situation. « *La préfecture est passée à côté d'un détail : la nationalité française de la personne concernée. Je n'ai jamais vu un zèle aussi militant de la part d'une préfecture sur les questions de politique migratoire*, regrette-t-elle. *Malgré l'intervention argumentée du député communiste Nicolas Sansu auprès du ministre, la justice est restée droite dans ses bottes en livrant une lettre expliquant que tout était en ordre. Or, le Code civil est très clair : toute personne née d'un parent français est française.* »

Pour enfoncer le clou, Julie Dallois est allée jusqu'à se procurer les originaux des actes de naissance des père et grand-père paternels de son client, le plus ancien datant de 1885. « *Cette simple quête dans des petites mairies qui n'ouvrent que deux heures par semaine peut prendre un temps fou* », insiste-t-elle.

En attendant un nouveau recours, Patrick vit mal son séjour forcé à Abidjan. « *Je vis dans un petit studio avec cinq autres personnes, j'ai du mal à respirer, il y a beaucoup de pollution et j'ai des maux de tête incessants. Je n'ai également plus de revenu, alors que je dois payer des frais médicaux, en plus de la nourriture et des frais d'avocat* », se lamente-t-il. Sa mère, restée en France, l'aide à son modeste niveau. Elle doit le rejoindre dans les prochains jours. « *La France est un pays où j'ai travaillé toute ma vie, j'y ai payé mes impôts. J'ai également payé ma dette à la société pour une bêtise que je regrette. Mais je n'ai pas mérité ça.* » ■

MOURAD GUICHARD

Annonces légales

***Le journal l'Humanité* est officiellement habilité pour l'année 2024, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 92, 93, 94.**

Arrêté du 21 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.
- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait - Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,232 euro H.T. le caractère

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte stp du 21 avril 2024 il a été constitué une société dénommée:

ROND POINT D'AFRIQUE

Forme: SASU
Capital: 50 euros
Siège social :
40, rue Jean-Baptiste Clément, 93200 Saint-Denis

Objet: restauration rapide. Présidente: Mme Geneviève Ouattara, demeurant 32, rue de Rue, 77270 Villeparisis. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS Bobigny.

AVIS DIVERS

Suivant acte reçu par Maître Philippe GALLAZZINI, de la Société à responsabilité limitée « MESTRESSAT, LAFONT, GALLAZZINI », titulaire d'un Office Notarial à Bayonne (Pyrénées Atlantiques), 72, avenue Dubrocq, CRPCEN 64023, le 13 mai 2024, a été effectué un apport à communauté aménageant le régime matrimonial.

ENTRE :

M. Didier Bernard Charles **DUPOUY**, informaticien, et Mme Véronique Marie Andrée **BERTHIER**, analyste risques opérationnels, demeurant ensemble à Noisy-Le-Grand (93160), 36, rue du Docteur Vaillant.

M. est né à Pithiviers (45300), le 23 mars 1963,

Mme est née à LES Pavillons-Sous-Bois (93320), le 15 juillet 1963.

Mariés à la mairie de Les Pavillons-Sous-Bois (93320) le 29 août 1987 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

M. est de nationalité française.

Mme est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Bien apporté

Apport de bien propre

M. Didier Bernard Charles DUPOUY déclare apporter à la communauté de biens existant avec Mme BERTHIER, son épouse, **la pleine propriété du BIEN dont la désignation suit** :

Désignation

A Urt (Pyrénées-Atlantiques) 64240, 15, rue Lacarre,

Une parcelle de terre destinée à la construction .

Figurant ainsi au cadastre :

Section : AC

N° : 624

Lieudit : 15, rue Lacarre

Surface : 00 ha 07 a 25 ca

les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

C.A.P.S.

Société anonyme coopérative de production d'HLM
5 bis, rue Danielle-Casanova, 93200 Saint-Denis
314 226 960 RCS Bobigny

Mesdames et Messieurs les associés de la société C.A.P.S., Coopérative d'Accession Sociale à la Propriété, sont informés que le Conseil d'Administration a décidé de convoquer les associés en Assemblée Générale Mixte, samedi 22 juin 2024 à 11h30 au siège, 5 bis rue Danielle Casanova, 93200 Saint-Denis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. De la compétence de l'Assemblée Générale

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2023 - Quitus pour la gestion
2. Affectation du résultat
3. Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux Art. L225-38 et L225-40 du Code du Commerce
4. Renouvellement du mandat d'administrateur de l'OPH Plaine Commune Habitat
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de la ville de Villetaneuse
6. Renouvellement du mandat d'administrateur d'Adrien Delacroix
7. Pouvoir pour les formalités

II. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

8. Modifications des articles 3, 12-1, 13 et 13-2 des statuts de la Société pour tenir compte des dernières évolutions législatives relatives aux sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré
9. Modification du titre de l'article 10-2 des statuts de la Société
10. Modification de l'article 10-6 des statuts de la Société
11. Ajout d'un article 10-7 aux statuts de la Société relatif à la confidentialité et à la protection des données personnelles
12. Modification corrélative de la numérotation des articles 10-8 et 10-9 des statuts de la Société
13. Modification de l'article 12-5 des statuts de la Société
14. Modification de l'article 12-6 des statuts de la Société
15. Ajout d'un article 12-7 aux statuts de la Société relatif à la participation aux assemblées générales par visioconférence ou par des moyens de télécommunication
16. Modifications mineures des articles 6-3, 12 et 13-3 des statuts de la Société
17. Pouvoir pour les formalités

A compter de ce jour, les documents prévus par la loi et les règlements sont à la disposition des associés au siège de la CAPS.

EN LUTTE

GRÈVE DANS LE MÉDICO-SOCIAL
À l'appel de la commission de mobilisation du travail social d'Île-de-France, les salariés du médico-social seront en grève le 4 juin. Le collectif exige une amélioration des conditions de travail et la fin de la transformation du secteur en *« business lucratif »*.

QUEL SORT POUR GUILLAUME MEURICE ?
Suspendu depuis le 2 mai, l'humoriste de France Inter Guillaume Meurice sera fixé sur son sort, le mardi 4 juin au plus tôt, d'après le syndicat SUD. Il est menacé de licenciement pour une blague sur le premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahou.

L'ENJEU DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE
La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a affirmé, dimanche, sur France Inter, qu'elle ne *« pourra pas donner tort »* aux salariés des secteurs d'emploi *« discontinu »*, pénalisés par la nouvelle réforme de l'assurance-chômage, qui se mettraient en grève pendant les JO.

Note de la France : gare au tour de vis austéritaire

DÉFICIT PUBLIC L'agence de notation américaine Standard &Poor's a baissé d'un cran l'appréciation de notre pays sur les marchés financiers. Bruno Le Maire a alors réaffirmé la politique de rigueur sur les dépenses publiques que la gauche conteste, ce lundi, avec une motion de censure à l'Assemblée.


Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, sur le perron de l'Élysée, le 15 mai. ÉRIC TSCHAEN/REA

Voilà un examen de motion de censure qui tombe à pic. Alors que l'agence financière S&P (ex-Standard & Poor's) a annoncé, vendredi 31 mai, la dégradation de la note de la France sur les marchés boursiers, reléguée du troisième cran « AA » au quatrième « AA- », faisant ainsi pression sur Paris pour tailler dans ses dépenses publiques afin de limiter sa dette, l'Assemblée nationale devrait examiner, ce lundi, en début d'après-midi, une motion de censure cosignée par les insoumis, les communistes et les écologistes, à laquelle devraient s'ajouter les votes des députés socialistes.

Les 106 signataires de gauche mettent en cause les 20 milliards d'euros d'économies déjà décidées pour 2024 en toute opacité, le gouvernement ayant choisi de passer par décret et par un « surgel des dépenses », et non par une loi de finances rectificative débattue au Parlement.

Dès samedi 1er juin, Bruno Le Maire a tenté de parer à l'appréciation dégradée de S&P quant à la capacité de la France à payer ses dettes contractées auprès des marchés financiers. *« Il n'y aura pas d'impact sur le quotidien des Français »*, a-t-il martelé dans un entretien « déminage » au *Parisien*. *« Nous restons à un niveau de notation très bon. C'est comme si nous étions passés de 18 à 17 sur 20 ! »* ajoute-t-il.

Cette note aura pourtant bel et bien des répercussions sur le quotidien des Français, puisque le ministre de l'Économie réitère sa *« détermination à rétablir les finances publiques »*. Or, le programme de stabilité 2024-2027, transmis par Bercy au mois d'avril à la Commission européenne, fixe une rigoureuse cure d'austérité dans les dépenses publiques en ciblant un retour du déficit public, actuellement de 5,5 %, sous les 3 % d'ici à trois ans. Soit la perte de 0,2 point de croissance du PIB dès 2024 et de 0,6 en 2025. ■■■

L'AGENDA

4 juin À 14 heures, les patients du docteur Dominique Tribillac, sanctionné par la Sécurité sociale pour avoir prescrit trop d'arrêts de travail, se rassemblent devant la caisse primaire d'assurance maladie de Dieppe (Seine-Maritime) pour dénoncer un acharnement envers le généraliste.
8 juin Fête des libertés à partir de 18 heures, place de la République à Paris, organisée par un collectif réunissant syndicats et associations (CGT, Solidaires, Attac, LDH…), pour dénoncer les attaques contre les libertés et la criminalisation des actions revendicatives.
13 juin Les personnels de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sont appelés par le syndicat UNSP-FO à faire grève pour dénoncer la *« trahison »* du gouvernement, qui ne prévoit pas pour eux d'augmentations de salaire.

■■■ Les premières coupes de 10 milliards d'euros (l'équivalent du budget du ministère de la Justice), décidées en février, ont déjà produit des effets concrets : franchise médicale à 1 euro (contre 50 centimes aujourd'hui) sur les médicaments et à 4 euros (au lieu de 2) pour les transports sanitaires ; reste à charge de 100 euros pour une formation prise dans le cadre du compte personnel de formation. Quant à la baisse des aides à la rénovation des bâtiments ou aux coupes imposées aux budgets des ministères (de 690 millions pour l'éducation, par exemple) et aux collectivités locales, c'est autant de sous-investissements et d'accès dégradé aux services publics.

SERVICES PUBLICS ET ACQUIS SOCIAUX MENACÉS

Les appétits pour de nouvelles économies ne manquent pas. Gabriel Attal a déjà annoncé que la prochaine réforme de l'assurance-chômage prendrait 3,6 milliards d'euros en année pleine dans les poches des chômeurs. Bercy prévoit au moins 20 milliards de coupes dans le prochain projet de finances 2025, avec la possibilité de les faire adopter par le 49.3. Quant à la Cour des comptes, qui juge *« hors de contrôle »* les dépenses de la Sécurité sociale, elle propose de s'attaquer au quotidien des Français. Son président, Pierre Moscovici, n'a d'ailleurs pas manqué de préciser, dans les colonnes de *la Tribune Dimanche*, que *« trois rapports de revue de dépenses »* portant sur *« l'assurance-maladie »*, *« le financement des collectivités territoriales »* et la *« sortie des dispositifs des crises Covid et énergie »* seront livrés au premier ministre.

Les arrêts maladie sont dans son viseur : non-indemnisation des arrêts de moins de 8 jours (– 470 millions d'euros), augmentation à 7 jours du délai de carence (– 950 millions), réduction à deux ans (contre trois aujourd'hui) de la durée maximale d'indemnisation (– 750 millions)… Les compléments de salaire donnant lieu à des exonérations de cotisations sociales sont aussi pointés : la prise en charge par l'employeur d'une partie des cotisations liées aux complémentaires santé, prévoyance et retraite supplémentaire, des titres-restaurants ; la fin des exonérations de la prime de partage de la valeur (prime Macron), comme de l'intéressement ou de la participation, autant de vecteurs utilisés par Emmanuel Macron pour diminuer le « coût du travail » en neutralisant les augmentations de salaires.

> « Le gouvernement va se servir de cette décision pour justifier de nouvelles coupes budgétaires. »
> ÉRIC COQUEREL (FI)

Ce samedi, après la publication de la nouvelle note de S&P, « Les Républicains » et l'extrême droite (le RN a aussi déposé une motion de censure) faisaient feu de tout bois pour étriller la mauvaise gestion de Bercy et proposer des économies sur les budgets publics. Pour le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Éric Coquerel (FI), cosignataire de la motion de censure déposée par la gauche, *« il ne fait aucun doute que le gouvernement va se servir de cette décision pour justifier de nouvelles coupes budgétaires. Elles contribueront à la dégradation de nos services publics et à la réduction de nos moyens pour répondre aux urgences climatique et sociale »*. De son côté, le candidat PCF aux élections européennes Léon Deffontaines appelait, vendredi soir, à *« remettre en cause les règles austéritaires »* pour *« redévelopper de grands services publics »*. ■

STÉPHANE GUÉRARD

Entre Kretinsky et l'État, l'avenir de Gardanne en suspens

ÉNERGIE Selon la CGT, l'arrêt de la centrale détenue par le milliardaire tchèque depuis décembre pourrait fragiliser la pérennité du projet de méthanisation porté par le syndicat.

Six ans après l'arrêt de la centrale à charbon, l'incertitude plane toujours sur le devenir du site de Gardanne (Bouches-du-Rhône). En effet, depuis 2018, seule l'unité de production de biomasse a survécu, rachetée par le milliardaire Daniel Kretinsky, propriétaire de GazelEnergie.

En complémentarité, la CGT a imaginé une nouvelle unité de production sur le site : la méthanisation des bois d'ameublement. Le syndicat chiffre à 107 millions d'euros le projet. Dans son communiqué du 22 mai 2023, la CGT se félicitait que l'ex-ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, se fût *« engagée à lever tous les freins qui empêchaient la pérennité et le développement des activités de la centrale »*. Désormais, le syndicat redoute que ce fragile équilibre ne puisse tomber, tel un château de cartes, à l'issue d'une rencontre à Bercy avec le conseiller énergie du ministre délégué chargé de l'industrie, Roland Lescure, le 30 mai.

Selon Jean-Michel Roccasalva, secrétaire de la section CGT, *« GazelEnergie ne fait plus tourner l'unité de biomasse depuis décembre 2023. Le prix de l'énergie a retrouvé des niveaux moindres que le contrat d'exploitation. Mais l'État veut renouveler le contrat, avec les mêmes prérogatives, pour 800 millions d'euros sur dix ans. GazelEnergie en réclame 1,2 milliard. »*

Or, rappelle le syndicaliste, *« une unité de production doit tourner pour ne pas se détériorer ; 90 emplois statutaires sont mis en péril, sans compter la sous-traitance et l'activité portuaire, et l'acheminement du bois pour la biomasse »*. D'autant qu'*« il existe une forte opposition riveraine, associative, à tout projet industriel sur le site de la centrale »*. Toujours selon le cégétiste, *« si, demain, la biomasse n'est pas pérennisée, la centrale n'a plus aucune activité. Dès lors, le projet de gazéification porté par la CGT, qui doit démarrer fin 2027, est mis en péril »*. Ce dernier permettrait de fournir 40 000 foyers.

Le dossier devait concourir à un appel à projets de l'Agence de la transition écologique à Paris (Ademe). *« Les modalités devaient nous être présentées le 29 janvier, lors d'une réunion de travail. Cette dernière a été reportée du fait de la crise des agriculteurs. Depuis l'appel à projet n'a toujours pas été publié »*, alerte Jean-Michel Roccasalva.

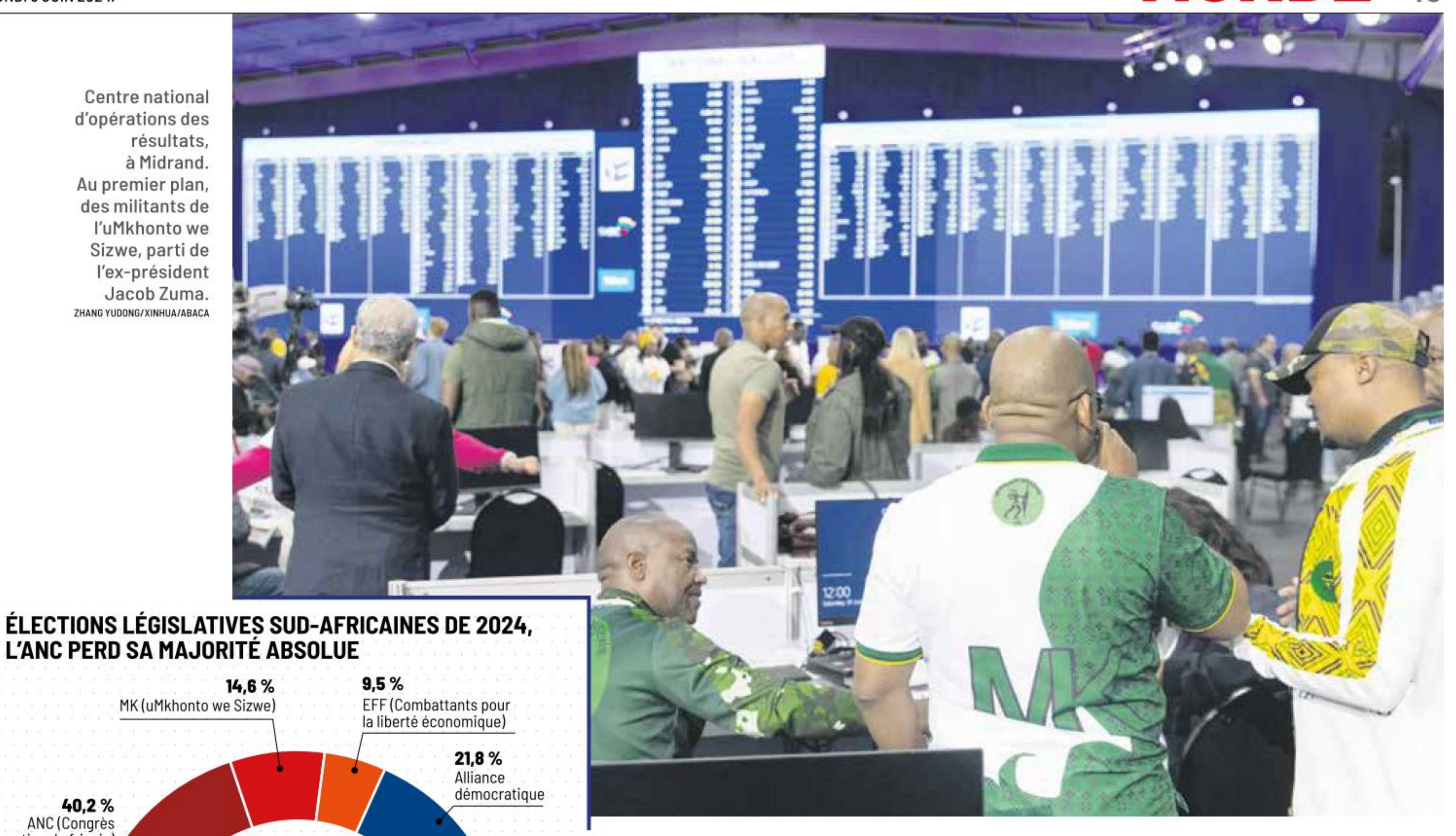
Pour sauvegarder l'activité industrielle, la CGT réclame que l'unité de production en biomasse soit cédée 1 euro symbolique aux salariés. *« Nous sommes en mesure de faire tourner la biomasse avec la proposition faite par l'État à GazelEnergie de 800 millions d'euros sur dix ans »*, insiste le responsable CGT. Le syndicat réclame aussi, sans passer par l'appel à projet de l'Ademe, d'obtenir le droit à injecter le méthane de synthèse dans le réseau GRTGaz, afin d'assurer la pérennité du projet.

« Il n'est pas normal que les salariés en congé d'accompagnement spécifique à la suite de la fermeture de l'activité de charbon ou ceux exerçant dans l'unité de biomasse soient pris en otage. Nous intensifierons nos formes d'action, dans les jours à venir, sur l'ensemble du département », prévient Jean-Michel Roccasalva. ■

NAÏM SAKHI



Le 11 mai, à Gardanne (Bouches-du-Rhône). CLÉMENT MAHOUDEAU/ RIVA PRESS



Centre national d'opérations des résultats, à Midrand. Au premier plan, des militants de l'uMkhonto we Sizwe, parti de l'ex-président Jacob Zuma.
ZHANG YUDONG/XINHUA/ABACA

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SUD-AFRICAINES DE 2024, L'ANC PERD SA MAJORITÉ ABSOLUE

SOURCE : ELECTORAL COMMISSION OF SOUTH AFRICA (IEC) 2024. INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

Après le vote sanction, l'ANC doit reconstruire

AFRIQUE DU SUD Le parti de Nelson Mandela a remporté les élections législatives mais a difficilement atteint les 40 % des suffrages. Il va devoir maintenant négocier avec les autres formations politiques pour mettre en place une coalition gouvernementale.

À la veille des élections du 29 mai, les dirigeants du Congrès national africain (ANC) assuraient que leur parti obtiendrait plus de 50 % des suffrages. Une attitude publique qui contredisait leurs discussions privées et confidences hors micro. Tout le monde savait que les électeurs entendaient punir le parti de Nelson Mandela. « *Les gens ont perdu la foi* », certifiait à *l'Humanité* Lebogang Swipers dans la township de Galeshewe, non loin de Kimberley, au centre de l'Afrique du Sud. « *Lors des premières élections démocratiques, en 1994, il y a trente ans, chacun était fier de montrer la marque d'encre sur son pouce prouvant qu'il avait voté. Maintenant, les gens s'en désintéressent.* » Une prévision qui s'est révélée exacte. Seuls 58 % des Sud-Africains se sont déplacés aux urnes, contre 66 %, en 2019. L'ANC avait alors subi un léger recul, remportant 57,5 % des suffrages. Cette fois, il a perdu sa majorité absolue et très largement puisqu'il ne récolte que 40,2 % des voix.

« *Les résultats envoient un message clair à l'ANC*, a reconnu le secrétaire général du parti, Fikile Mbalula. *Nous voulons assurer au peuple sud-africain que nous avons entendu ses préoccupations, ses frustrations et son mécontentement.* » L'ANC reste le parti le plus important au Parlement. La plus grande formation d'opposition (Alliance démocratique, DA) rassemble 21,79 % des suffrages, soit légèrement plus qu'il y a cinq ans. « *Notre objectif était de ramener l'ANC en dessous de 50 %, nous l'avons atteint, c'est bon pour la démocratie. Nous avons mis fin à la domination d'un parti sur notre politique* », s'est réjoui John Steenhuisen, leader du DA. Le parti uMkhonto we Sizwe (MK), de l'ex-président Jacob Zuma, né quelques mois avant le scrutin en usurpant le nom de la branche armée de l'ANC, réalise une performance, à 14,61 %, tandis que les radicaux de gauche des Combattants pour la liberté économique (EFF), de Julius Malema, restent à 9,48 %.

Les raisons de l'échec de l'ANC sont connues. Dans la deuxième puissance industrielle du continent africain, le chômage frappe un tiers de ceux en âge de travailler et plus particulièrement les jeunes. La pauvreté s'aggrave et les inégalités se creusent, tandis que la criminalité bat ■■■

■■■ régulièrement ses propres records. Au quotidien, les coupures répétées d'eau et d'électricité rappellent à quel point le rêve d'une nation dotée d'un accès pour tous à l'éducation, à un logement et aux services de base, promis par l'ANC à la fin de l'apartheid, n'est pas encore réalisé. D'autant que les multiples scandales de corruption impliquant des hauts dirigeants du parti ont érodé la confiance populaire. Une corruption et une captation de l'État sous le règne de Jacob Zuma qui ont – on le dit moins – aiguisé les appétits des prédateurs financiers, qui voient d'un mauvais œil le programme de l'ANC basé sur une intervention de l'État et dont la clé de voûte économique réside dans le bien-être des populations.

« TRAVAILLER ENSEMBLE DANS L'INTÉRÊT DE TOUS »

« Avons-nous commis des erreurs ? Oui. Dans la gouvernance et partout ailleurs », reconnaît Fikile Mbalula. *« Partout ailleurs »* peut aussi inclure l'activité organisationnelle de l'ANC elle-même. Ses branches locales sont peu à l'écoute des habitants et les cadres servent plus de relais de la politique gouvernementale que d'organisateurs politiques et revendicatifs. *« Je ne comprends pas ce que fait le gouvernement, il ne devrait pas y avoir autant de saleté ou d'eau qui fuit »*, se désolait Thewizile Chaka, 52 ans, dans la township de Khayelitsha, près du Cap, avant le scrutin. *« Je ne sais pas qui va gagner mais le vainqueur doit savoir que la population souffre. »*

Si l'ANC reste le premier parti, il doit maintenant composer avec d'autres formations pour constituer une majorité gouvernementale. *« L'ANC s'engage à former un gouvernement qui reflète la volonté du peuple, est stable et capable de gouverner efficacement »*, a promis Fikile Mbalula, précisant que le parti mènerait des discussions en interne et avec d'autres partis. *« Les électeurs ont montré qu'ils attendaient des dirigeants qu'ils travaillent ensemble dans l'intérêt de tous »*, a-t-il ajouté. Mais, avant toute chose, le Comité national exécutif (NEC) de l'ANC devrait se réunir, mardi, pour examiner toutes les éventualités. Si le parti se rapproche du DA, il devra faire des concessions au mouvement libéral, qui prône des privatisations et une dérégulation de l'économie. Un pacte avec l'EFF impliquerait des compromis sur des demandes de réformes radicales telles que la redistribution sans compensation des terres aux Noirs. *« Nous ne ferons aucun compromis sur nos revendications et nos principes »*, a martelé le leader de l'EFF, Julius Malema, samedi. Les discussions avec le MK de Jacob Zuma s'avèrent plus compliquées tant l'ancien président, démis de ses fonctions par l'ANC et qui a même fait de la prison, semble déterminé à faire échouer son ancienne organisation.

L'ANC a déjà tracé une ligne rouge. Cyril Ramaphosa doit être réélu président par le Parlement.

La perspective d'un rapprochement de l'ANC avec l'EFF ou le MK a ébranlé le milieu des affaires sud-africain et les investisseurs internationaux, qui préféreraient une coalition qui fait intervenir le DA, plus proche de leurs intérêts financiers. Sur le site IOL News, Bheki Mngomezulu, directeur du Centre pour l'avancement du non-racialisme et de la démocratie à l'université Nelson-Mandela, souligne que cette coalition potentielle *« pourrait avoir un impact sur les positions politiques du pays. Le DA, par exemple, est farouchement opposé à l'assurance nationale de santé (NHI), à la discrimination positive, au BEE (Black Economic Empowerment) et à d'autres politiques. Même sur la politique étrangère, l'ANC est pro-palestinien, tandis que le DA soutient Israël. »* Ces débats concerneront aussi les exécutifs provinciaux.

Si l'ANC se dit ouvert à toute discussion, il a déjà tracé une ligne rouge. Cyril Ramaphosa doit être réélu président par le Parlement. *« La clé est qu'une coalition soit dirigée par l'ANC et le président Ramaphosa »*, a d'ores et déjà fait savoir Matthew Parks, le porte-parole de la puissance confédération syndicale Cosatu, membre de l'alliance avec l'ANC et le Parti communiste sud-africain (SACP). ■

PIERRE BARBANCEY

Donald Trump condamné mais loin d'être coulé

ÉTATS-UNIS Le verdict inédit prononcé le 30 mai envers l'ancien président dans l'affaire Stormy Daniels ne l'empêche ni de se présenter, ni de fédérer ses soutiens : sa base électorale et l'establishment capitaliste. Les démocrates, eux, pointent un « criminel ».

À cinq mois seulement de l'élection présidentielle, les États-Unis basculent en territoire inconnu. L'ex-président a été reconnu coupable des 34 chefs d'accusation qui pesaient sur lui dans l'affaire Stormy Daniels, mais la peine ne sera prononcée que le 11 juillet : elle pourra aller d'une simple probation à quatre années de prison. Pour Donald Trump, qui a dénoncé une *« chasse aux sorcières »*, un procès *« truqué »* et parle de lui comme d'un *« prisonnier politique »*, la campagne se poursuit selon l'adage local « Business as usual » (Les affaires continuent comme si de rien n'était). *« On va faire appel de ce simulacre de procès »*, a-t-il annoncé dès le lendemain du verdict.

LE CAPITAL A CHOISI SON CAMP

Les affaires, précisément : ces déboires n'ont pas entamé l'intention des dirigeants économiques à soutenir Donald Trump. En avril, pour la première fois, le milliardaire a levé plus de fonds que Joe Biden : 76 millions de dollars, contre 51 millions pour son concurrent. Surtout, de nombreux grands patrons, de Wall Street à la Silicon Valley, opposés aux impôts et aux réglementations du marché, ont annoncé leur ralliement : Bernie Marcus, PDG des magasins de bricolage Home Depot ; Jamie Dimon, PDG de la banque JP Morgan, ou encore Steve Schwarzman, à la tête du célèbre fonds d'investissement Blackstone. Sans oublier Elon Musk qui, selon le *Wall Street Journal*, aurait négocié avec Trump un poste de conseiller à la Maison-Blanche. Un état d'esprit résumé par Kenneth Griffin, fondateur du fonds d'investissement Citadel : l'élection de Trump serait *« bonne pour les marchés de capitaux »*.

Une première dans l'histoire des États-Unis dont il est difficile d'évaluer les répercussions.

Mais l'argent ne fait pas tout, même dans une présidentielle américaine : Donald Trump est désormais un citoyen américain considéré officiellement comme un criminel par la justice. Une première dans l'histoire des États-Unis dont il est encore difficile d'évaluer les répercussions politiques, notamment électorales. Avec une question pour le Parti démocrate, que résume laconiquement le *New York Times* : *« Doit-il essayer de placer ses crimes au centre de l'élection ? »*

Pour l'heure, la stratégie semble définie : si Joe Biden s'en tient à parler d'un *« criminel condamné »* et à rappeler que *« nul n'est au-dessus des lois »*, les dirigeants démocrates n'entendent pas lâcher le milliardaire. *« Je pense qu'il est de l'obligation de chaque démocrate de rappeler à chaque électeur que Donald Trump est désormais un criminel condamné et à quel point c'est sans précédent »*, a martelé Beto O'Rourke, ancien élu texan à la Chambre des représentants. Si ce discours semble n'avoir aucune prise sur la base Maga (Make America Great Again) de Donald Trump, il pourrait en revanche avoir des répercussions sur la partie plus indécise de l'électorat, alors que Joe Biden, empêtré dans son soutien au gouvernement israélien, est en retard dans les sondages.

Pour Faiz Shakir, qui fut directeur de campagne de Bernie Sanders en 2020, cet impact existe : *« La chose la plus importante que je constate est une remobilisation significative d'un mouvement anti-Trump en Amérique. Il ne fait aucun doute que cela a réinjecté de l'énergie en ce moment »*, a-t-il déclaré, samedi. Le premier débat télévisé entre Joe Biden et Donald Trump, prévu à la fin du mois de juin, apportera un début de réponse. ■

BENJAMIN KÖNIG



À New York, rassemblement anti-Trump au lendemain de son jugement. DAVID DEE DELGADO/GETTY/AFP


Le jeudi 30 mai, à Rafah. Durant ces dernières 48 heures, les combats se sont encore intensifiés. ABDEL KAREEM HANA/AP/SIPA

Malgré le plan Biden, Netanyahou persiste

PROCHE-ORIENT Après l'annonce d'un soutien de la Maison-Blanche à une feuille de route estampillée comme israélienne vers un cessez-le-feu permanent, Rafah n'a jamais subi d'attaques aussi violentes.

On connaissait la « drôle de guerre », Joe Biden, le président des États-Unis, vient de lancer la « la drôle de paix ». Le plan en trois étapes annoncé solennellement par la Maison-Blanche ce vendredi 31 mai pour aller vers un cessez-le-feu permanent à Gaza et présenté comme étant de source israélienne ne change rien, pour l'heure, à la guerre qui décime les populations palestiniennes de la bande de Gaza. Au contraire, Rafah, à l'extrême sud du territoire, a connu, ce dimanche 2 juin, des bombardements, des tirs d'artillerie avec intervention des blindés et des soldats de l'armée israélienne d'une violence encore jamais atteinte, selon plusieurs témoignages recueillis par l'AFP. Et ce, malgré l'appel des médiateurs qatari, américain et égyptien.

L'annonce faite par le président des États-Unis semble répondre à la montée en puissance de la mobilisation de l'opinion publique pour un cessez-le-feu, en particulier dans son pays. Joe Biden, en difficulté sur la question auprès d'une partie importante de ses soutiens, tente vaille que vaille d'accélérer un processus censé conduire à la fin des hostilités, alors que se profile l'élection présidentielle, début novembre. Selon le *New York Times*, il se raccroche à des propositions qui auraient été bel et bien déjà formulées par la partie israélienne, sans toutefois connaître la moindre percée.

LA PRESSION S'ACCROÎT SUR TOUTE LA PLANÈTE

Un plan rendu possible, selon Biden, par le fait que le Hamas n'aurait maintenant plus la capacité de lancer une opération comme celle du 7 octobre. Seulement, s'il n'infirme pas l'existence même de ce type de plan, Benyamin Netanyahou a voulu, dès le lendemain des déclarations de la Maison-Blanche, en relativiser la portée en réitérant toutes les conditions à son engagement dans un pareil processus. Et de signifier que celles-ci n'ont pas changé d'un iota. Elles comprennent toujours, a-t-il déclaré, *« la poursuite des opérations jusqu'à la destruction du Hamas »*. Selon le *Times of Israel*, le conseiller à la sécurité nationale, Tzachi Hanegbi, aurait déclaré, jeudi, que le gouvernement ne mettrait pas fin à la guerre contre le Hamas en échange de la libération des otages.

Paris et Berlin appuient le plan en trois étapes invoqué par Biden. Le Hamas l'a considéré aussitôt comme *« positif »*. La première phase de cette « feuille de route vers la paix » comporterait un cessez-le-feu de six semaines, assorti d'un retrait israélien des zones densément peuplées de la bande de Gaza et d'une libération de tous les otages détenus par l'organisation islamiste palestinienne. L'aide humanitaire pourrait rentrer sur le territoire de Gaza à raison de 600 camions par jour et un retour des déplacés vers leur habitation, ou au moins ce qu'il en reste après les pilonnages de ces derniers mois, pourrait être organisé. Des centaines de prisonniers palestiniens seraient libérés. Une seconde phase de 40 jours serait alors consacrée à l'aboutissement de négociations pour un cessez-le-feu définitif. L'ultime phase du processus prévoit un vaste projet de reconstruction des immeubles, des hôpitaux, des écoles et des infrastructures du territoire qui serait étalé au moins sur trois ans et piloté par les États-Unis avec d'autres grandes puissances.

> « Accepter un tel accord, c'est accepter une victoire pour le terrorisme ! »
> ITAMAR BEN-GVIR, MINISTRE D'ULTRADROITE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Il n'empêche, la montée en puissance des mobilisations internationales a tendance à isoler de plus en plus le cabinet Netanyahou. La pression s'accroît sur toute la planète pour l'instauration d'un véritable cessez-le-feu et une reconnaissance des droits du peuple palestinien qui passe par une « solution à deux États ». Une immense majorité des pays membres des Nations unies la réclame et elle n'est plus ignorée que par quelques grandes puissances occidentales, confrontées elles-mêmes à la poussée de leur opinion publique.

UNE SITUATION « DEVENUE APOCALYPTIQUE »

Quoi qu'il en soit de la teneur exacte du processus envisagé, comme de son origine israélienne, les alliés d'extrême droite de Benyamin Netanyahou l'ont très peu goûté. Ils ont aussitôt menacé de *« dissoudre le gouvernement »*. *« Accepter un tel accord, c'est accepter une victoire pour le terrorisme ! »* a tranché Itamar Ben-Gvir, le ministre d'ultradroite de la Sécurité nationale.

Crise ouverte ou non au sein du cabinet de guerre israélien, l'intensification des combats durant ces dernières 48 heures à Rafah a rajouté un degré d'atrocité supplémentaire au supplice déjà subi par les civils entassés par dizaines de milliers dans des camps de toile le long de la côte à proximité de Rafah. Leur situation est *« devenue apocalyptique »*, a prévenu un responsable de l'ONU qui déplore la poursuite de la fermeture des points de passage aux convois humanitaires. Ce qui prive de tout des populations au sein desquelles sont déjà apparus des premiers signes de famine.

BRUNO ODENT



BERTRAND GUAY/AFP

ENTRETIEN

Lors du match entre le Français Giovanni Mpetshi Perricard et le Belge David Goffin, le 28 mai.

« On n'a pas encore de kop à Roland-Garros »

TENNIS Un tournoi pluvieux, mais aussi plus bruyant qu'à l'accoutumée dans les tribunes. Nombre de joueurs et joueuses se sont plaints et la direction de l'évènement a dû prendre des mesures, dont l'interdiction de l'alcool. Le sociologue **Patrick Mignon** analyse le phénomène.

La première semaine de Roland-Garros aura été marquée par de nombreuses manifestations intempestives du public. Crachats de chewing-gum et insultes à l'encontre du Belge David Goffin alors qu'il jouait contre un Français sur un court annexe. Cris durant les échanges gênant la Polonaise Iga Swiatek, numéro 1 mondiale. Chants dignes d'ultras dans un stade de football, drapeaux français en veux-tu en voilà, *Marseillaise*, etc. Tous ces comportements ont amené la direction du tournoi à interdire notamment l'alcool dans les tribunes. On a ainsi vu pour la première fois des arbitres intervenir et menacer de faire expulser certains spectateurs en raison de leur attitude. Que se passe-t-il à Roland-Garros où, certes, il y a toujours eu de l'ambiance, mais aussi une certaine forme de respect pour les joueurs ? Patrick Mignon, sociologue et spécialiste du « supportérisme », nous éclaire.

Cette première semaine sur la terre ocre de la porte d'Auteuil a été marquée par l'attitude parfois hostile du public envers les joueurs qui étaient opposés à des Français, mais pas que… Quel est votre sentiment à ce sujet ?

C'est un peu surprenant. À l'exception des matchs de Coupe Davis, où le chauvinisme peut jouer puisque l'on supporte une équipe nationale, les tournois, et notamment ceux du Grand Chelem, ont plutôt la réputation d'être d'une certaine tranquillité. Cette fois-ci, on voit que les matchs où des Français et des Françaises étaient en piste ont entraîné des réactions surprenantes. J'ai cru comprendre que l'on faisait aussi référence à l'abus d'alcool dans les tribunes, ce qui, là encore, ne ressemble pas à ce que l'on imagine du spectateur habituel du tennis. On se rapproche peu à peu des supporters des stades de foot.



PATRICK MIGNON
Sociologue et spécialiste du « supportérisme »

Ces comportements apparus dans le tennis ne révèlent-ils pas quelque chose de notre société ?

Cette pente chauvine est sans doute à mettre en corrélation avec l'ambiance générale de notre pays. On est dans un moment politique qui met très souvent en avant l'appartenance nationale, alors oui, peut-être… Quoi qu'il en soit, il y a un changement radical dans l'attitude des supporters de tennis. Auparavant ceux-ci venaient encourager un joueur en fonction des affinités qu'ils avaient avec son talent, et ce quelle que soit sa nationalité. Là, on voit que cela n'a plus rien à voir. On supporte le tennisman car il est de notre pays. Pourquoi un sport individuel est aujourd'hui investi par cette dimension chauvine ? Avec les sports collectifs, on peut toujours faire un rapprochement avec leur histoire populaire, mais là, le tennis est plutôt considéré comme bourgeois, où la réserve est de mise. Quel que soit le vainqueur ce n'est pas très grave ! Bon après, on n'a pas encore de kop à Roland-Garros, donc il faut sans doute rester mesuré et ne pas se lancer dans des hypothèses trop radicales.

Les réseaux sociaux, où tout et n'importe quoi se dit, ne jouent-ils pas un rôle dans cette désinhibition du public. On sait par exemple que nombre de joueurs de tennis sont très souvent pris à partie sur ces réseaux…

Dans le monde du spectacle et du sport comme dans le monde de la culture, les réseaux sociaux ont pris une place de plus en plus importante. Leur existence crée par la force des choses des groupes de supporters ou de fidèles qui suivent toutes les déclarations ou interventions de leurs idoles. Tout cela finit par se transporter dans les tribunes, où ces groupes expriment finalement sans filtre leur soutien. Il y a vingt ans, si vous manifestiez de manière exagérée dans les tribunes de la porte d'Auteuil, premièrement vous étiez seul et deuxièmement tout le monde se retournait pour vous dire de vous taire. Là, puisque je fais partie d'un groupe, pourquoi me gêner et m'interdire d'exprimer mon soutien ?

Les sponsors ne sont-ils pas aussi un peu responsables de ces situations ? D'abord en poussant les joueurs à intervenir sur les réseaux sociaux et ainsi s'exposer, mais aussi en jouant parfois avec des codes très limites.

Les sponsors ? Leur métier est de travailler avec l'air du temps. Donc, d'être à l'écoute de ce qui se dit et ce qui se fait dans la société. Ils interprètent ce que les consommateurs sont supposés apprécier et poussent en ce sens. De fait, ils jouent un rôle.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ÉRIC SERRES

Corentin Moutet n'y va pas avec le dos de la cuillère

Inclassable par son style, le Francilien n'en demeure pas moins un rayon de soleil pour le tennis hexagonal, décimé après une seule petite semaine sur la terre parisienne.

À tout juste 25 ans, Corentin Moutet est un peu le vilain petit canard du tennis tricolore. Mais quoi qu'il arrive, il aura vécu sur un nuage cette première semaine à Roland-Garros marquée par la pluie. Le numéro 5 français était en effet dimanche le dernier Français en simple de cette édition 2024 du tournoi de la porte d'Auteuil. Une sacrée gageure quand on connaît le parcours d'un garçon qui décidément ne rentre pas dans les clous. Et pour cause ! Il y a presque deux années, il a été évincé par la Fédération française de tennis (FFT), en raison de son attitude. *« Le comportement de Corentin Moutet sur le court ne correspond pas aux valeurs que la FFT veut transmettre »*, avait considéré la Fédération.

Il faut dire que le natif de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), si calme dans la vie de tous les jours, les accumule dès qu'il entre sur un court. Ainsi, pour ses 18 ans, il avait abandonné la finale des championnats d'Europe contre le Grec Stefanos Tsitsipas alors que celui-ci n'était qu'à deux points du match et ce parce qu'une décision arbitrale n'était pas allée dans son sens. Depuis, on ne compte plus ses gestes d'humeur, pouvant aller parfois jusqu'à en venir aux mains avec ses adversaires. Un volcan qui ne supporte pas les injustices ou toute chose pouvant perturber son jeu si particulier.

Car, au-delà de ses sautes d'humeur, le Français possède en effet un tennis inclassable, qui déstabilise tous ceux qui ont eu à l'affronter. Il est celui qui a remis au goût du jour le service à la cuillère, un engagement hérité du jeu de paume et qui n'avait d'autre but que de lancer une partie. Considéré comme un engagement de perdant ou de petit bras, qui avait valu il y a très longtemps à Michael Chang opposé à Ivan Lendl la vindicte de ses pairs, Corentin en a fait une arme redoutable : *« Pour moi, c'est un coup comme un autre. Pourquoi on ne pourrait pas servir par le bas ? On peut faire des amortis. Pourquoi on ne peut pas le faire au service ? »* a-t-il expliqué en conférence de presse. Face aux « Terminator » du tennis mondial qui, peu ou prou, jouent tous de la même manière – en force et en cadence –, du haut de son mètre soixante-quinze, Moutet ne s'interdit aucune technique : petits slices du revers, lobs judicieux, amortis à contretemps... Un casse-tête donc pour ses adversaires, mais aussi pour la Fédération française. En raison de son parcours à Paris, le vilain petit canard a toutes les chances de représenter la France aux JO. Un sacré pied de nez ! En effet, si Adrian Mannarino, qui déteste la terre ocre, confirme sa volonté de ne pas s'aligner, il libérera une place dont Moutet devrait hériter. ■ **E. S.**



Après Roland-Garros, Corentin Moutet pourrait représenter la France aux jeux Olympiques de Paris. EMMANUEL DUNAND/AFP

Le Real Madrid passe à quinze

FOOTBALL Le Real Madrid a décroché, samedi soir, une quinzième étoile européenne dans le stade de Wembley à Londres (Angleterre) à l'issue d'une finale de Ligue des champions où l'outsider allemand, le Borussia Dortmund, a longtemps dominé, avant de craquer dans le dernier quart d'heure (2-0). L'ogre espagnol a dévoré sa proie allemande dans la douleur mais avec une grande patience, répétant un scénario souvent vu cette saison, jusqu'au happy end rêvé par ses supporters au maillot blanc, euphoriques au coup de sifflet final. Thibaut Courtois, le gardien revenu d'une saison quasi blanche, a sauvé plusieurs fois le Real Madrid, bousculé comme rarement, avant les deux coups de poignard assénés par les joueurs Dani Carvajal sur corner (74e, 1-0) et Vinicius (83e, 2-0). ■ **E. S.**

Le PSG une dixième fois titré

HANDBALL Le Paris Saint-Germain a remporté un dixième titre de champion de France de suite en s'imposant, vendredi, face à Aix-en-Provence (39-36), à Paris-Bercy, lors de l'ultime journée du championnat. C'était aussi la der de Nikola Karabatic, qui met fin à sa carrière. Mais un autre défi attend le tricolore puisque les jeux Olympiques de Paris se rapprochent à grands pas. Si tout se passe bien et en cas de succès final, Nikola Karabatic pourrait empocher une cinquième médaille olympique et un quatrième titre avec les Bleus, le 11 août. En attendant, l'enfant de Nis, en Serbie, entré au panthéon du sport français, a amassé un seizième titre dans l'Hexagone et le neuvième avec le PSG. ■ **E. S.**

LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI
RÉDACTRICE EN CHEFFE DES SPORTIVES



Les journalistes à l'image de la société ?

Gnamé Diarra n'était pas franchement destinée à épouser cette voie-là. *« Je me rêvais plutôt* *en professeure d'espagnol ou d'anglais »*, raconte la native de l'Oise, issue d'une fratrie de huit, fille d'une mère au foyer et d'un père tantôt agent d'entretien, tantôt agent aéroportuaire. Sauf que Gnamé Diarra, 24 ans, est la première de sa famille à faire des études supérieures et se tourne finalement vers le journalisme. Deux filles de sa promotion lui glissent même qu'elle devrait se spécialiser dans le sport, considérant sa passion du ballon rond. L'hésitation, d'abord, quant à ses capacités. Certes, elle ne manque pas un match du Real, est une observatrice attentive des championnats espagnols, anglais et français, mais est-elle aussi légitime que ceux qui pratiquent et regardent du foot depuis l'enfance ? À l'été 2023, alors que son master 2 s'achève, Gnamé Diarra rejoint la rédaction de *So Foot*, en stage. L'expérience s'avère probante. Enthousiaste quant à ses perspectives, la novice envoie son dossier à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), composée de collègues syndiqués et d'employeurs, chargée de délivrer le précieux sésame.

Problème, son dossier ne convient pas. Gnamé Diarra remplit bien toutes les conditions nécessaires mais, sur la photo transmise, elle porte un voile couvrant ses cheveux. Si les journalistes peuvent travailler ainsi, la CCIJP soutient que la photo de la carte professionnelle doit se conformer aux règles similaires à celles d'un passeport, par exemple. Quand bien même personne n'a jamais pu voyager avec et qu'un rapide tour d'horizon permet de constater de la non-conformité d'autres clichés. Certains journalistes posent de profil, avec des lunettes, dans un jardin... La CCIJP soutient s'appuyer sur le droit du travail et affirme que les demandes de mise en conformité sont en cours.

Toujours est-il que Gnamé Diarra a dû choisir entre la reconnaissance de ses pairs et ses convictions intimes. Ainsi, elle s'est découverte pour obtenir sa carte. Elles seraient trois ou quatre journalistes dans ce cas-là dans l'Hexagone. *« Je travaille avec mon voile et on ne m'a jamais fait de remarque*, partage-t-elle. *J'ai obtenu ma carte Sports Presse auprès de l'Union des journalistes de sport en France, qui ne m'a rien dit à ce sujet. Dans une profession où l'on prétend représenter la société, je ne comprends pas que l'on refuse la présence de certaines. »* Car c'est effectivement le cœur du sujet. Qui a le droit, ou pas, de raconter le monde ? Alors que la défiance envers les journalistes continue de croître, alors que la diversité des profils assure la pluralité des récits, donc la qualité de l'information, n'est-il pas temps de modifier un règlement stigmatisant et excluant ? ■

FESTIVAL Le Printemps des comédiens a démarré en fanfare. Notamment avec, le samedi 1er juin, *Portrait de famille, une histoire des Atrides*, mis en scène par Jean-François Sivadier, saga aussi terrible que déjantée.



La scénographie, ingénieuse, a été réalisée par les étudiants des Arts décoratifs de Paris. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

Ça saigne toujours chez les Atrides

Montpellier (Hérault), envoyée spéciale.

La grande salle du théâtre du Domaine d'Ô, à Montpellier (Hérault), salue, debout, les 14 élèves-comédiens du Conservatoire national, dont il faut souligner la formidable énergie, et le talent de cette troupe éphémère mais bien réelle. Quatre heures durant, les spectateurs ont suivi, sans en perdre une miette, la saga des Atrides, famille dysfonctionnelle au possible, où l'on se tue de père en fils, de mère en fille, etc. Parricides, matricides, infanticides, viols, trahisons, il faut admettre que les Atrides débordent d'imagination pour commettre leurs méfaits. La vengeance tient de la tradition familiale et d'aucuns n'hésitent à provoquer des guerres… pour une histoire d'adultère.

Ainsi Ménélas, roi de Sparte, largué par Hélène, qui a mis les voiles avec Pâris, prince troyen, va-t-il déclencher la fameuse guerre de Troie. L'honneur de la famille étant en jeu, il mouille son frère Agamemnon, roi de Mycènes, qui accepte de sacrifier sa fille Iphigénie pour complaire à la déesse Artémis et permettre à son armada de voguer vers Troie. Dix ans de siège, des cadavres à tous les étages, des rivières de sang, bref, nul ne sait très bien si la guerre de Troie a vraiment eu lieu mais on nous la raconte encore. Quand la légende est plus belle que la réalité, on imprime la légende, n'est-il pas ? Alors on croise Homère, carnet et stylo à la main, dans la peau d'un reporter de guerre faisant son job. Est-il à Troie, au Vietnam, en Afghanistan, dans les Balkans, en Syrie ou dans la bande de Gaza ?

LE COMIQUE, ARME DE DESTRUCTION MASSIVE

Comme dans tout théâtre épique qui se respecte, la pièce commence par un prologue qui permet aux spectateurs modernes que nous sommes – et qui n'auraient plus qu'un lointain souvenir des Atrides – de recontextualiser l'histoire. Un prologue où certains mots dérapent, inconsciemment, façon Pierre Repp. Certes Eschyle, Euripide, Sénèque, Sophocle, Racine ou encore Giraudoux ont écrit sur le sujet et chacun y est allé de son interprétation des faits. Jean-François Sivadier s'est inspiré librement de tout ce matériau pour écrire et mettre en scène ce *Portrait de famille, une histoire des Atrides*, une saga à la fois terrible et aussi déjantée que les personnages qui la composent.

Formidable aventure théâtrale, l'écriture de Sivadier fait mouche, à chaque instant, à chaque réplique. Même si la guerre est omniprésente, en toile de fond (et on pense à deux tableaux, *l'Origine du monde*, de Courbet, et *l'Origine de la guerre*, d'Orlan), le premier discours d'Agamemnon, qui se tient droit dans ses bottes, avec des pointes de trémolos

macroniens dans la forme comme dans le fond (*« Chacun fait des erreurs/je reconnais volontiers les miennes. Je n'ai pas su expliquer ma position/Quant à la situation de crise que nous traversons aujourd'hui »*), est savoureux. Sur un ton sentencieux, condescendant, chaque mot distille une mauvaise propagande militaire pour justifier l'intervention à Troie. Toute ressemblance avec l'actualité serait purement fortuite…

Bref, si le fond de l'air est à la tragédie, Sivadier la remet sur le métier pour mieux la dynamiter. Face aux discours anxiogènes, il oppose une arme de résistance massive, le comique. Non pour nous divertir au sens trivial du terme mais pour insuffler du courage, de la force, redonner du sens à l'humanité. Ses héros se débattent dans la fange et le sang mais Sivadier réaffirme la puissance du théâtre pour que nous redevenions des êtres pensants.

Dans ce grand plateau du Théâtre d'Ô qu'occupent vaillamment les acteurs, la scénographie ingénieuse, réalisée par les étudiants des Arts décoratifs de Paris, permet de démultiplier les espaces de jeu à l'infini dans ces ruines aux lumières cendrées, tandis que les choix musicaux – Prokofiev, Verdi, The Animals ou Rachid Taha – ne sont en rien illustratifs tant ils s'inscrivent dans la dramaturgie.

L'idée, shakespearienne, de l'arrivée d'une troupe d'amateurs qui vient rejouer l'histoire de cette famille devant les derniers survivants provoque des éclats de rire en cascade alors qu'Electre s'apprête à tuer Clytemnestre pour venger son père… Sans cesse, on oscille entre tragédie et comédie. Sivadier provoque des électrochocs salutaires, des flash-back pour ne pas oublier l'Histoire, rompre avec ce sentiment de fatalité inéluctable où il nous faudrait choisir entre « l'histoire se répète » et la fumeuse « fin de l'histoire ». Ici, les miracles sont des entourloupes créées de toutes pièces par des dieux égoïstes qui se prélassent sur le mont Olympe en buvant de l'ambroisie. Sivadier laisse aux acteurs, en l'occurrence Oreste, le soin de conclure : *« J'abandonne mon rôle et je le dis sans peur/Je commence aujourd'hui une carrière d'acteur/Vive la justice vive le théâtre/Merci à tous et bonne soirée ! »*

La pièce provoque des électrochocs salutaires, des flash-back pour ne pas oublier l'Histoire.

AU PROGRAMME ÉGALEMENT, DEUX TCHEKHOV

Deux Tchekhov étaient aussi au programme de ces 1er et 2 juin. *Sur l'autre rive*, adaptation très lointaine de *Platonov* par Cyril Teste, ne nous a pas convaincus. Musique, écrans vidéo, brouhaha, les acteurs, entourés d'une trentaine de convives amateurs, sont à la peine, s'épuisent, courant derrière on ne sait quoi, on ne sait qui. Les images projetées ne nous racontent rien, on n'entend pas *Platonov*. Hélas…

Le Printemps des comédiens réserve toujours d'heureuses surprises. Il nous a permis de découvrir cette année une compagnie argentine qui a présenté *Gaviota (la Mouette)*, mis en scène par Guillermo Cacace. En resserrant la pièce autour de cinq personnages, il ne trahit pas Tchekhov mais lui insuffle une puissance insoupçonnable qui contraste avec la simplicité du dispositif scénique. Autour de cette table, il y a Arkadina, actrice de renom, Trigorine, son amant et écrivain mondain sur le déclin, Kostia, fils d'Arkadina et lui-même écrivain, Nina, son amoureuse qui rêve de devenir actrice, et Masha, la gouvernante. Le metteur en scène a confié les rôles à cinq actrices. Assises devant un micro aux côtés du public, elles vont jouer *Gaviota*, terrible histoire de désenchantement amoureux, avec les mots de Tchekhov mais aussi les silences et les regards. On est totalement pris par leur jeu, hypnotisés. On est au travail avec elles, à leurs côtés. Un grand moment de théâtre. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Le Printemps des comédiens se tient jusqu'au 21 juin à Montpellier. Rens. : printempsdescomediens.com

Quand deux êtres partagent les sentiments du souvenir

THÉÂTRE Clément Hervieu-Léger met délicatement en scène *Place de la République*, sorte de fiction autobiographique sur la mémoire et la tendresse.

Un banc public. Posé dans un coin. On imagine un arbre ou deux pas loin. Peut-être des platanes, majestueux et calmes. C'est le jour, ou bien le soir. Au printemps ou en automne. Dans une ambiance sonore urbaine. Survient une jeune femme, qui s'installe sur ce banc, pendant que le public prend place sur les gradins de la petite salle nommée « le Paradis », tout en haut du Théâtre du Lucernaire.

Une salle dénommée ainsi depuis fort longtemps, mais si bien nommée pour la circonstance. La femme, en silence, fouille dans son sac à dos, en extirpe une pomme qu'elle croque avec un plaisir manifeste. Ainsi débute *Place de la République*, pièce écrite en 2022 et mise en scène par Clément Hervieu-Léger, sociétaire de la Comédie-Française.

Deux comédiens vont se partager la scène pendant un peu plus d'une heure, Juliette Léger et Daniel San Pedro. L'un comme l'autre dégageant une légèreté et un naturel remarquables. Ils sont, au début, deux inconnus, dans la foule qui se croise et que l'on imagine. Par petites touches, ils vont alors se raconter. Un peu. Beaucoup. Passionnément.

Mais, surtout, ils vont parler de ceux qui ne sont pas, qui ne sont plus, qu'ils ont connus, aimés puis perdus. Parmi eux, les défunts, bien sûr, mais aussi celles et ceux qui ont pris le large. Volontairement ou pas. Le doute est toujours présent. Il y a, par exemple, l'homme rencontré à Harar, en Éthiopie, venu à Paris puis volatilisé. Ou encore Anne, emportée par la maladie, et de fait restée toujours jeune.

ÉVÉNEMENTS MINUSCULES, ÉMOTIONS MAJUSCULES

Sur ce banc, autour de lui, jamais bien loin, la jeune femme et l'homme, un peu plus âgé, s'échangent la douceur de leurs souvenirs. Avec çà et là des touches d'humour, nappées de beaucoup de tendresse, provoquant des vagues d'émotion dans le public sous le charme. *Place de la République*, du nom d'un lieu emblématique de la capitale, est un récit qui *« mêle fiction et réalité »*, confie l'auteur.

Son écriture est vive comme une brise, sans heurts, toujours assez précise pour que chaque souvenir, chaque sentiment se mette naturellement en relief. Cette construction lui permet de continuer à creuser un sillon qui lui est cher : *« Le comédien va-t-il vers le rôle ou attire-t-il le rôle à lui ? »*

Place de la République, qui se déroule dans un espace millimétré, où même chaque respiration semble posée à l'endroit le plus juste, est un rendez-vous peu commun. Dans lequel la photographie tient une belle place. De ces hommes, de ces femmes, parents, amis, amants, on ne se souvient plus un jour de la voix, mais encore et pour longtemps leur image reste vive. La photo est utile, peut-être indispensable. Elle évoque des moments en leur compagnie, des événements minuscules, essentiels désormais.

Les jours s'égouttent sans eux. Mais ne sont-ils pas encore un peu là, autrement ? Cette pièce insolite est un subtil télescopage entre la tendresse et les souvenirs que chacun garde des êtres qui ont été chers. Ce n'est pas tant de la nostalgie que de la tendresse contagieuse qui se partage ici. ■

GÉRALD ROSSI

Jusqu'au 30 juin, au Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6e ; téléphone : 01 45 44 57 34 ; www.lucernaire.fr



Juliette Léger et Daniel San Pedro dégagent une légèreté et un naturel remarquables. J. PARISOT/HANS LUCAS

LA CHRONIQUE THÉÂTRE DE **JEAN-PIERRE LÉONARDINI**



Armand Gatti, voleur de feu

Dans les parutions qui accompagnent la célébration du centenaire d'Armand Gatti (1924-2017), il faut désormais prendre en compte le livre de Michel Séonnet. Sous le titre *Gatti, l'in-venteur*, celui qui fut compagnon de route, ami, voire disciple, analyse avec une lucidité fervente les composantes multiples de l'œuvre, littéralement grandiose, du fils de l'éboueur Auguste G. N'hésite-t-on pas encore à en prendre l'exacte mesure ? C'est un ensemble de textes composés sur le chemin de Gatti, assortis d'inédits et parsemés de citations de *« l'homme toujours vêtu de noir »*, que Michel Séonnet découvrait en 1972, à l'âge de 17 ans au Festival d'Avignon, lors d'une lecture au Théâtre ouvert de Lucien Attoun. Michel Séonnet rappelle que, tout jeune homme, Dante Sauveur Gatti, à Monaco, avait tenté de marcher sur les eaux en récitant des poèmes…

De paraboles lumineuses en métaphores éclairantes, l'auteur met au jour les racines du théâtre résolument autre, conçu par Gatti refusant le regard du spectateur-consommateur, pour privilégier, à point nommé, l'action libératrice d'êtres en marge sociale (ses « loulous ») tirés vers le haut. Un théâtre vertical, en somme, échafaudé sur une pensée inouïe, fondée sur les infinies possibilités du langage. *« Parole errante »*, en effet, où l'on médite sur l'alphabet, depuis les idéogrammes chinois, ou la critique des mots de l'Occident par un Indien du Guatemala. Il y aura, enfin, la découverte de la physique quantique, sur les pas du mathématicien résistant André Cavaillès.

Une pensée inouïe, fondée sur les infinies possibilités du langage.

Poète, écrivain et cinéaste globe-trotteur, Gatti n'a cessé de glorifier des figures universelles de résistance, ce au nom du père, homme de peine partisan de « la sociale ». La liste est longue de ce martyrologe qui confine à la résurrection délibérée dans l'espace d'un théâtre où *« l'infini est une région. Il faut s'y diriger »*. C'est ainsi que le prodigieux théâtre choral de Gatti, dans l'élan et la tension d'un mémorial tragique au souffle libertaire, débouche enfin sur l'utopie, du côté du *« principe espérance »* cher au philosophe Ernst Bloch. Avec *Gatti, l'in-venteur*, Michel Séonnet ouvre en grand les portes de la compréhension du monde complexe de Gatti, si riche du profond lyrisme né de son expérience de luttes dans le siècle qui fut le sien. Gatti n'a-t-il pas été un rhapsode prométhéen ? Un poète-philosophe animiste, viré dans son enfance du petit séminaire ? Olivier Neveux, dans sa préface, « L'allégresse du messager », salue à juste titre le travail d'écrivain de Michel Séonnet.

Gatti, l'in-venteur, de Michel Séonnet, préface d'Olivier Neveux et dessin original d'Ernest Pignon-Ernest, 316 pages, 21,90 euros, Petits points cardinaux éditeur. Courriel : contact@librinova.com ; Internet : www.librinova.com



Dans une cavalcade réglée au cordeau, les comédiens démultiplient les rôles. AGATHE POMMERAT

Le couple se cherche en mode farce

THÉÂTRE Onze ans après, Joël Pommerat recrée *la Réunification des deux Corées*, un spectacle déjanté et particulièrement drôle, qui tangue entre amour et désespoir.

Au mois d'août de l'année dernière, l'auteur et metteur en scène Joël Pommerat déclarait : *« Nous avons l'habitude de dire que les spectacles qui ne tournent plus sont en sommeil. »* Depuis, avec l'équipe de sa compagnie Louis-Brouillard, il a, d'une belle énergie, sorti du lit sa pièce *la Réunification des deux Corées* créée il y a onze ans. Précisons qu'il ne s'agit pas d'une remise en jambes de cet étonnant spectacle magiquement déjanté, mais plutôt d'une recréation. Déjà, l'abandon du dispositif bifrontal choisi pour l'Odéon-Ateliers Berthier en 2013 change la donne. Mais ce n'est pas tout. Il a fallu penser autrement l'enchaînement des séquences.

Certes, le noyau dur de l'aventure est le même. Une vingtaine de scènes, de durées inégales, s'enchaînent sans le faire vraiment. Simplement, elles se déroulent les unes à la suite des autres, dans le noir parfait de la salle et de la scène, où les remarquables lumières du scénographe Éric Soyer façonnent un décor mouvant. Avec un fil rouge, un lien évident et permanent, celui de l'amour. Mais encore dire cela sans précaution est bien rapide, car si l'on est certain que les Corées, à peine évoquées, sont comme un arrangement avec le monde contemporain qui se délite à grande vitesse, le fond est ailleurs. Et l'adoration est parfois l'alliée de la haine. Comme l'huile peut traiter certaines fois avec le vinaigre.

Il faut ici faire avec la malice et l'humour tranchant de Joël Pommerat qui à sa manière radiographie les rapports humains pour mettre en lumière les multiples contradictions et revirements. Sans livrer toutes les clés des questions esquissées, forcément proches d'un réel partagé de l'autre côté du plateau. Les comédiens, tous excellents, dont on ne perd pas un geste ni un mot, démultiplient les rôles. Dans une cavalcade réglée au cordeau Saadia Bentaïeb, Agnès Berthon, Yannick Choirat, Philippe Frécon, Ruth Olaizola, Marie Piemontese, Anne Rotger, David Sighicelli et Maxime Tshibangu donnent chair à cette vision de la vie. Truculente, tendre, inquiétante, secrète, affolée, parfois tout à la fois.

L'adoration est parfois l'alliée de la haine. Comme l'huile peut traiter certaines fois avec le vinaigre.

SE TROUVER OU SE FUIR ?

En effet, que penser de ce couple sans enfant, qui sort le soir après avoir fait venir une baby-sitter ? De cette femme qui après vingt ans de mariage veut divorcer parce qu'elle ne s'est jamais entendue avec son époux à qui elle ne reproche rien ? Et l'on pourrait aussi parler de cette noce qui part à la dérive, parce que, voilà quinze ans, l'époux (qui ne le sera pas au final) a embrassé la sœur de la mariée d'aujourd'hui (qui ne le sera pas davantage).

Un tel défilé de personnages abracadabrants, sous des allures passe-partout de Madame-Monsieur Tout-le-Monde, pose finalement, au-delà de la farce, quelques belles questions essentielles. Qui sont ces humains (nous forcément) qui se cherchent, se trouvent ou se fuient ? Faut-il imaginer/penser à des séparations ou à des réunifications ? Bien malin, Joël Pommerat se garde de répondre. Dur métier que celui de spectateur.

GÉRALD ROSSI

Jusqu'au 14 juillet, Théâtre de la Porte-Saint-Martin, Paris 10e ; rens. : 01 42 08 00 32 ; portestmartin.com

Franz Kafka, une figure littéraire se dévoile

TÉLÉVISION Le documentaire de Pavel Simak démystifie l'écrivain tchèque, dont l'image a souvent été confondue avec les personnages austères dont il aimait se moquer.

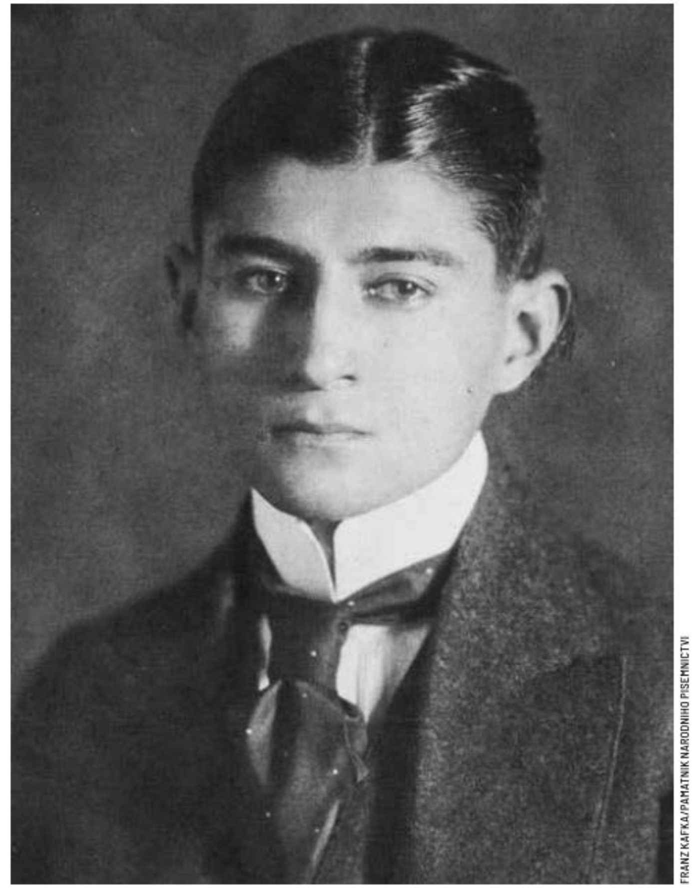
***Kafka, cet illustre inconnu*, Arte, 22 h 45**

Qui était vraiment Franz Kafka ? L'image que les rares photos qu'on connaît de lui évoquent est celle d'un homme sombre, coiffé d'un chapeau melon, au regard si triste et pénétrant qu'il subjugue quiconque s'y plonge dans un abîme de noirceur. Un génie mystérieux, solitaire et maladif, vivant en ermite. Mais ces traits de caractère sont-ils les siens ou ceux de ses personnages ? À l'occasion du 100e anniversaire de sa mort, ce documentaire, signé de son compatriote tchèque Pavel Simak, s'attelle à déconstruire certaines des idées reçues qui collent à la peau de l'écrivain. S'appuyant sur les recherches de spécialistes de la littérature, parmi lesquels Reiner Stach, considéré comme un expert mondial de l'écrivain tchèque, il met en lumière une réalité plus complexe et nuancée.

L'écrivain, né en 1883 dans la vieille ville de Prague, en bordure de l'Empire austro-hongrois, a grandi dans une famille aisée de commerçants juifs germanophones, peu portés sur la religion, nous dit le film, à part celle du commerce. Son père rêve d'ailleurs de voir son fils prendre sa suite dans les affaires, mais ce dernier, épris de liberté, préfère la jeunesse bohème de la capitale, une ville en plein essor intellectuel. Après des études au lycée allemand, il amuse ses amis, de café en café, avec de petits textes burlesques qui montrent sa prédisposition à l'ubuesque. Las ! Il lui faut gagner sa vie et, si le commerce ne le rattrape pas, c'est un secteur non moins ennuyeux qui va lui assurer gîte et couvert. Entré comme auxiliaire dans une compagnie d'assurances, il y prospère, obtenant d'importantes responsabilités jusqu'aux mois précédant sa mort, de tuberculose. Sans doute son cadre de travail est-il à l'origine de quelques écrits sur l'absurdité de la bureaucratie.

Car, pendant son temps libre, outre une fréquentation assidue des bordels et des cafés, outre des romances et histoires d'amour intenses, Kafka, loin d'être asocial et sans humour, passe du temps avec des amis, écrit, dessine… Sa vie durant, il n'a eu de cesse de rêver à une existence libre entièrement dédiée à l'écriture. Ce film, passionnant et richement documenté (extraits de films adaptés de ses œuvres, scènes animées ou jouées par des comédiens, archives rares, notamment une brève interview inédite de son ami le poète Max Brod), offre un nouveau regard sur l'une des plus importantes figures littéraires de l'histoire, qui n'a rien perdu de sa modernité. ■

GRÉGORY MARIN


FRANZ KAFKA/PAMATNIK NARODNIHO PISEMNICTVI
Loin d'être asocial et sans humour, l'artiste passe du temps avec ses amis, écrit, dessine… Ici, vers 1910.

PROGRAMME TÉLÉ


ECPAD

***Les Derniers Tirailleurs*, LCP, 20 h 30**

Les derniers tirailleurs issus de Guinée ont connu un destin tragique : contrairement à leurs illustres aînés engagés durant la Seconde Guerre mondiale contre les forces de l'Axe, eux ont combattu contre d'autres colonisés, en Indochine et en Algérie. Rejetés par leur pays, nombre d'entre eux ont été internés au camp de Rivesaltes en 1964.


ELLE EST PAS BELLE LA VIE/LPBV

***Sale temps pour la planète. Aude, l'eau dans tous ses états*, France 5, 21 h 5**

L'Aude subit de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique. Il n'est tombé que 150 millimètres de pluie en 2023, quatre fois moins qu'à Paris ! Les nappes phréatiques sont vides, les vignes s'assèchent, mais il peut pleuvoir si violemment que le département subit aussi des crues mortelles. Un film pour repenser notre rapport à l'or bleu.

À La Réunion, les danseurs voguent contre les discriminations

TÉLÉVISION France 3 a suivi des danseurs de voguing, art qui mêle le défilé et la danse, à quelques jours de la plus grande compétition de l'archipel.


BABEL DOC

***Va, vis, vogue : un souffle de voguing à La Réunion*, France 3, 0 h 10**

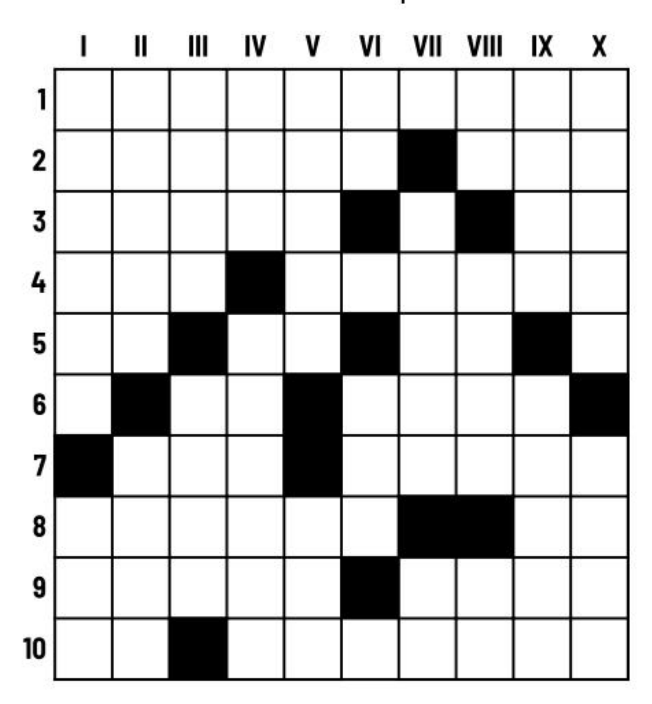
Tout le monde connaît *Vogue*, de Madonna, mais on parle moins de l'art du voguing, cette danse particulière et, surtout, militante : née dans les années 1970 à New York, elle émerge sous l'impulsion des communautés gay, trans, latino et afro-américaines, toutes discriminées, pour lutter contre leur exclusion de la société. Le voguing, c'est l'art de danser en reprenant les poses des mannequins célèbres dans le magazine *Vogue*, autrement dit de s'approprier ce qu'il y a de plus populaire et tendance dans la société.

Johan Piemont, alias Luna, est un pionnier du voguing sur l'île de La Réunion. Il a découvert la discipline à Paris. De retour à la maison, il enseigne à un petit groupe d'élèves pour « *donner des ailes à la communauté queer réunionnaise* ». D'autant que « *c'est une île extrêmement religieuse, il y a plein de religions, mais, dans aucune, être gay, c'est chouette* », complète Nicolas, un autre danseur. « *Je pense qu'à La Réunion les gens préfèrent dire "mon enfant est en prison", plutôt que "mon enfant est gay"*. » Même si « *on est sur la bonne voie, (…) on travaille dur pour faire évoluer les choses* ». Sur scène, il devient Sarafina, une femme forte qui n'a pas peur de donner son opinion. « *Sarafina, c'est tout ce que je peux rêver d'être.* »

Leur alter ego leur permet de se sublimer. Sur scène, Luna rayonne, elle a confiance en elle, « *elle va toucher le ciel* ». Johan, lui, est timide, casanier. Il a longtemps été la cible de moqueries à cause de son surpoids, parce qu'il aimait les garçons et, en plus, « *dansait comme une fille* ». Mais en assumant son corps dans le voguing, il a été « *célébré* ». Le 28 mai avait lieu le Ball Ceremony, une compétition des meilleurs danseurs de l'île. Un moment intense pour eux, grâce auquel ils espèrent faire évoluer les consciences, inspirer les nouvelles générations. Un documentaire musical plein d'espoir et de sensibilité. ■

EMMA MEULENYSER

MOTS CROISÉS N° 23 954 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT
1. Éruptions cutanées qui provoquent des démangeaisons. **2.** Taudis. Beau parleur. **3.** Ce qu'on n'atteindra jamais. Nickel. **4.** Article. Monastères orthodoxes. **5.** Existes. Équerre. Lire dans le passé. **6.** Dieu solaire. Raller. **7.** Oncle d'Amérique. Sortie. **8.** Instruments fabriqués pour faire un travail. Soldat américain. **9.** La boire c'est avaler involontairement de l'eau en se baignant. Détaler. **10.** Forte carte. Atone.

VERTICALEMENT
I. Indispensables. Déduisit d'un compte. **II.** Rigoureux. Transpiras. **III.** Bigrement. Petits sur des pointes. **IV.** Mémoire du cinéma. Bluté. **V.** Ville d'Allemagne. Service à remettre. **VI.** Chef de nage à l'aviron. Thymus du veau qui constitue un mets apprécié. **VII.** Mille-pattes. Pouah. **VIII.** Radium. Plantes des près à fleurs jaunes. Nombre entier. **IX.** Fleuve irlandais. Hurle. **X.** Estomaqué. Irlande.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Urticaires. **2.** Turnes. Ara. **3.** Idéal. Ni. **4.** Les. Laures. **5.** Es. Té. Lu. **6.** Ra. Réer. **7.** Sam. Issue. **8.** Outils. Gi. **9.** Tassé. Fuir. **10.** As. Éteinte. **VERTICALEMENT. I.** Utiles. Ôta. **II.** Rudes. Suas. **III.** Très. Rats. **IV.** Ina. Tamisé. **V.** Celle. Let. **VI.** As. Ris. **VII.** Iules. Fi. **VIII.** Ra. Rues. Un. **IX.** Erne. Rugit. **X.** Saisi. Eire.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du jeudi 30 mai 30 752 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.






La gauche doit-elle boycotter les médias Bolloré ?

Les sujets des débats organisés sur CNews, C8 ou Europe 1 et le nombre écrasant d'intervenants de droite ou d'extrême droite interrogent sur la capacité à faire entendre une voix différente à un public peu favorable.

La nécessité du groupe Bolloré de se montrer pluraliste offre la possibilité à la gauche de négocier sa participation et les termes du débat.



PHILIPPE RIUTORT
Professeur de chaire supérieure en sciences sociales au lycée Henri-IV

Cette question pourrait faire écho à un lointain passé pour les responsables du Parti communiste : « collaborer » ou non avec la presse « bourgeoise ». Voire à une époque plus récente, lorsque dans les années 1980, inviter ou non Jean-Marie Le Pen dans les émissions politiques et le côtoyer en plateau avait suscité d'épineux débats. La question paraît incongrue, aujourd'hui, à l'heure des chaînes d'information en continu, où certains candidats étalent sur TikTok leur beau sourire, à défaut de leur programme. La visibilité médiatique constitue, en effet, désormais un objectif à atteindre en soi, au moment où les électeurs semblent de moins en moins disposés à se rendre aux urnes. La désolation des chefs de file des « petites listes », comme les sondages d'intention de vote nous invitent à les considérer, écartés de nombreux plateaux télévisés, en témoigne.



Refuser une invitation dans des médias centraux passe ainsi pour une bizarrerie à l'heure où l'attention médiatique représente un atout politique majeur. Le débat a, pourtant, ressurgi récemment avec la prise de contrôle de la part de Bolloré d'un nombre impressionnant d'organes de presse, changeant brutalement d'orientation (I-télé transformée en CNews, Europe 1) ou radicalisant leur ligne éditoriale *(le JDD, Valeurs actuelles)*. De même, le rachat du groupe Canal Plus a transformé de l'intérieur C8, en confiant à la « tête de gondole » Cyril Hanouna la charge d'animer des débats de société très politiques, toujours plus « trash », afin d'attirer un public *« jeune »* et *« populaire »*. En parallèle, les plateaux de CNews reflètent un déséquilibre savamment orchestré, où toutes les nuances de droite (souvent extrême) sont présentes alors qu'invariablement un « opposant » (gauche modérée ou macroniste) fait figure de tête de Turc du plateau. Mais, à partir du moment où le groupe Bolloré dispose de médias généralistes et organise des émissions politiques (interviews du matin sur Europe 1, émissions électorales sur CNews), il semble toutefois risqué d'afficher une position de principe qui encourt le risque d'être rapidement démentie (à la manière de l'appel d'Arnaud Montebourg incitant à boycotter les émissions de divertissement non suivi d'effet… par l'intéressé).

Une attitude plus conséquente viserait à peser sur les « termes de l'échange », en négociant systématiquement les conditions de la prise de parole : composition du plateau, durée de l'interview, profil des intervieweurs… puisque le groupe Bolloré joue sa crédibilité en affichant un pluralisme, y compris de façade.

Les responsables politiques, notamment de gauche, peuvent être capables, sinon d'imposer leur point de vue, du moins de ne pas servir de faire-valoir et de caution… en s'adressant à un public inhabituel pour eux. Il serait ainsi préférable de ne jamais oublier que l'invitation politique dans les médias résulte toujours d'une transaction aléatoire dont chacune des deux parties doit pouvoir trouver son compte. ■

L'invitation politique dans les médias résulte toujours d'une transaction aléatoire.

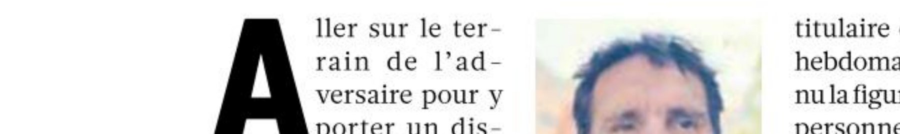
À LIRE

Sociologie de la communication politique, de Philippe Riutort, la Découverte, 2020.

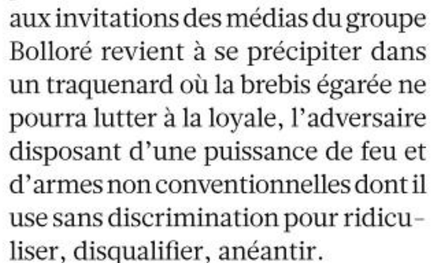
L'invité est un faire-valoir de ces médias. Le boycott, c'est refuser de se plier à leur agenda politique raciste et réactionnaire.



SAMUEL GONTIER
Chroniqueur à *Télérama*



Aller sur le terrain de l'adversaire pour y porter un discours divergent, s'adresser à un public rétif et tenter d'ébranler ses certitudes : l'objectif est louable, celles et ceux qui s'y risquent font souvent preuve d'un courage admirable. Pourtant, répondre favorablement aux invitations des médias du groupe Bolloré revient à se précipiter dans un traquenard où la brebis égarée ne pourra lutter à la loyale, l'adversaire disposant d'une puissance de feu et d'armes non conventionnelles dont il use sans discrimination pour ridiculiser, disqualifier, anéantir.



À longueur d'antenne, sur CNews, les Pascal Praud, Jean-Marc Morandini, Sonia Mabrouk et Laurence Ferrari rabâchent les mêmes thèmes, s'appuient sur la moindre actualité – quitte à la grossir, la déformer, parfois l'inventer – pour alimenter leur récit d'une France au bord de la guerre civile, livrée à *« l'ultraviolence »* de la *« racaille islamisée »*, menacée par le grand remplacement. Insécurité, immigration, islam, tels sont les maux dont souffrirait le pays et qu'il faudrait combattre pour lui assurer un avenir radieux. Sur un champ de bataille ainsi délimité, nulle place pour les combattants de gauche et leur arsenal en faveur de la justice sociale et fiscale, contre les discriminations de race ou de genre, pour la défense des services publics, la transformation écologique – CNews est le dernier refuge des climato-négationnistes dont Michel Onfray, titulaire d'une émission hebdomadaire, est devenu la figure de proue. Une personne véritablement de gauche, aussi compétente soit-elle, ne peut échapper aux mâchoires du piège. Le dispositif est immuable (BFMTV en use aussi) : un seul « dissident » face à une armée de présentateurs, « experts », « spécialistes », « chroniqueurs », éditorialistes dont les convictions s'étendent de la droite extrême à l'extrême droite. Soudés, les soudards de Bolloré pilonnent leur cible esseulée avec tout ce qui leur passe par la bouche : désinformation, mauvaise foi, complotisme, fake news, sarcasme… Jusqu'à l'humiliation, dont Cyril Hanouna s'est fait une spécialité dans *Touche pas à mon poste*. Le plus éloquent bretteur ne peut résister à ces passes d'armes où il se trouve réduit à un rôle de punching-ball, de bouc émissaire.

Boycotter CNews et les autres, c'est refuser de se plier à l'agenda politique raciste et réactionnaire de Vincent Bolloré, d'adhérer au cadrage malhonnête de l'actualité par ses affidés. C'est refuser de servir de caution de gauche à des chaînes qui se targuent d'un pluralisme factice. Les condamner à l'entre-soi, c'est révéler la vraie nature de ces médias : des propagandistes d'extrême droite. Il devient alors plus facile de sanctionner, voire de supprimer leur autorisation d'émettre à C8, CNews, Europe 1, qui disposent gratuitement d'un bien public, une fréquence hertzienne, en contrepartie de conventions qu'elles ne respectent pas. *« On ne discute pas cuisine avec des anthropophages »*, disait l'historien et résistant Jean-Pierre Vernant. Sauf à vouloir légitimer leur idéologie, on ne discute pas politique avec des christo-fascistes. ■

Les condamner à l'entre-soi, c'est révéler la vraie nature de ces propagandistes d'extrême droite.

l'Humanité
LUNDI 3 JUIN 2024.



« Nous demandons dans un même souffle un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la libération des otages », martèle la jeune militante. LIVIA SAAVEDRA POUR *L'HUMANITÉ*

Hanna Assouline, combattante de la fraternité

Trop pro-israélienne pour certains, trop pro-palestinienne pour d'autres, la fondatrice des Guerrières de la paix soutient les pacifistes des deux bords et défend la voix pragmatique du dialogue.

Depuis les attentats du 7 octobre, elle en prend plein la figure. D'un côté, on la traite d'*« idiote utile du Hamas »* ; de l'autre, de *« sale sioniste »*, caution du gouvernement israélien. Mais il en faut plus pour décourager Hanna Assouline. *« C'est mon côté verre à moitié plein »*, commente la trentenaire à l'énergie contagieuse. Elle fustige tout autant *« le hold-up sur la lutte contre l'antisémitisme par la droite et l'extrême droite »*, qu'un certain abandon qu'elle observe à gauche. Son combat à elle, c'est le contraire des anathèmes et des certitudes excluantes. *« Le chemin de solidarité et de fraternité, c'est d'être capable de s'écouter, de dialoguer, sans jamais devoir renoncer à ce que chacun est »*, explique la journaliste et documentariste qui a cofondé les Guerrières de la paix et vient de sortir un livre du même nom.

Ce mouvement de femmes naît en 2022, du désarroi d'un groupe d'amies face aux tensions en France, exacerbées par un nouvel épisode de violences au Proche-Orient. Cela fait alors plusieurs années que celle qui se définit comme juive séfarade a vu se déliter l'ambiance de solidarité multiculturelle qu'elle a connue enfant, dans le 20e arrondissement de Paris. *« Face à la montée de l'antisémitisme, du racisme, de la concurrence mémorielle, on avait l'impression d'être assignées à un face-à-face. On a eu besoin de se retrouver et d'une nouvelle voix pour dénoncer, ensemble, toutes les injustices, tous les crimes, sans rien relativiser »*, raconte-t-elle.

« UNE CHAÎNE DE SOLIDARITÉ » DE FEMMES DU MONDE ENTIER

L'association entend aussi *« relayer la voix des militantes de la paix, l'amplifier, et faire en sorte qu'elles soient reconnues ici »*. Ces femmes israéliennes et palestiniennes qui militent ensemble pour la paix au sein de Women Wage Peace, elle les a découvertes en 2018 et leur a consacré un documentaire. Leur invisibilisation, comme celle de tous les militants de la paix, la scandalise. Pour les soutenir, les Guerrières ont tissé *« une chaîne de solidarité »* de femmes du monde entier.

Cette envie d'un vrai dialogue, elle la tire aussi de ses parents, juifs du Maghreb. *« J'ai été nourrie par cette culture et cette identité plurielle. Elle fait partie intégrante de mes engagements, de mon rapport au monde et peut-être même de cette volonté de réconcilier »*, confie-t-elle. Enfant, elle a vu son père, le militant puis sénateur PS David Assouline, et sa mère, la psychanalyste et chanteuse Brigitte Stora, militer avec leurs amis d'origine maghrébine. Elle a aussi été bercée par les histoires de son grand-père marocain, travailleur à La Poste, syndiqué à l'Istiqlal.

Avec son physique de jeune fille, son joli minois et son credo pour la paix, on pourrait la croire naïve et apolitique. Les apparences sont trompeuses. *« On n'a jamais mâché nos mots pour dénoncer la politique criminelle et fasciste de Netanyahou et de ses alliés d'extrême droite messianiques, tout comme l'organisation fasciste et terroriste du Hamas ! »* martèle-t-elle. D'autant que, des deux côtés, les fanatiques partagent l'hostilité envers la liberté des femmes. Au-delà, *« la dénonciation de la colonisation illégale de la Cisjordanie, de la violation des droits humains des Palestiniens, la demande de la levée du blocus de Gaza, nous les portons depuis la création des Guerrières de la paix. Nous demandons dans un même souffle un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la libération des otages. Les deux peuples ont le droit de vivre sur cette terre »*.

> «On n'a jamais mâché nos mots pour dénoncer la politique criminelle et fasciste de Netanyahou, tout comme l'organisation fasciste et terroriste du Hamas!»

Lors de son dernier voyage sur place, après les attentats et l'offensive à Gaza, elle a été marquée par *« cette peur existentielle en miroir qui existe des deux côtés : les Israéliens, peuple de réfugiés, qui vivent depuis le début avec la hantise d'être, avec leur État, rayés de la carte. Et les Palestiniens qui, depuis la Nakba, vivent dans la douleur de la perte et la peur de la disparition. Les morts qui s'amoncellent depuis le 7 octobre ravivent ces traumatismes »*. Malgré tout, elle raccroche son espoir aux grandes manifestations anti-Netanyahou et à la détermination des militants de la paix.

Elle qui prône une solution à deux États et juge nécessaire la reconnaissance d'un État palestinien le sait. Faire la paix sera coûteux. *« Il faudra, de part et d'autre, faire des concessions. »* Le point de départ, *« c'est la reconnaissance de la légitimité mutuelle »*. Rien ne lui paraît plus hors-sol que ceux qui accusent les militants de la paix d'utopie et de naïveté. *« Le combat pour la paix est le plus pragmatique. Au lieu d'une guerre sans fin, c'est celui qui pousse à chercher des solutions : comment fait-on pour réparer, pour avancer ensemble ? Ce féminisme pacifiste est ancré dans le réel, dans la vie. Il résonne avec un sentiment de responsabilité. »*

CAMILLE BAUER